

# Rouge

UNITE

Sortons  
de l'impasse

P 3 et suivantes

M 1578 N° 1101 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV<sup>e</sup> Internationale)

du 24 fév. au 1 mars 1984

## Les routiers doublent à droite

Un trente tonnes ne ressemble pas à un grain de sable. Et pourtant... Quelques milliers de camions ont bel et bien bloqué les rouages de la circulation mais aussi quelque peu perturbé ceux de la vie politique...

Le blocage des routes n'est pas au départ une machination de la droite. Il trouve plutôt sa source dans l'exaspération de quelques transporteurs, pris au piège de la « libre entreprise », pris dans la course-poursuite contre les traites. Mais très vite, c'est toute la corporation des patrons-routiers, secondée par les aboiements du SNPMI et de l'extrême-droite, qui a mis en branle le blocage des routes, ressortant des revendications qui s'opposent bien souvent aux intérêts même des salariés de la route. Le « communiste » Fiterman devient la cible de cette racaille. Et les frissons qui parcourèrent l'échine du gouvernement ressemblaient à un cri du cœur. Cette échine assez souple pour se plier aux souhaits du patronat semblait soudain ankylosée face à une telle épreuve de force.

Mais ce que le gouvernement a face à lui avec les patrons-routiers, c'est bien peu de choses en regard des moyens dont disposent la droite et les patrons. En gérants loyaux de la paix publique et de la bonne marche du pays, ces ministres se croient puissants parce qu'ils bloquent aujourd'hui les mobilisations ouvrières face à la crise. Mais leur impuissance face aux patrons ne peut, elle, être masquée.

Si la droite n'a pas poussé plus loin l'affrontement, si elle a même joué les pompiers de l'incendie qu'elle a contribué à allumer, c'est qu'elle n'aurait rien à gagner à l'ouverture d'une crise politique. La « chirurgie » qu'elle veut faire subir aux emplois industriels a bien besoin des anesthésiques qu'elle injecte quotidiennement la gauche. Mais que cette mini-crise serve de leçon. Ce que l'on a vu sur les routes du week-end n'est qu'un échantillon de ce que peut faire la réaction.

Vraiment cet exemple ne doit pas pousser à la méditation ou à la frayeur, mais bien à l'action même si cela va à l'opposé du chemin choisi par les dirigeants de gauche.

**La réunification  
de l'Allemagne  
par E. Mandel**

P 11

**MAROC  
La répression  
sanglante**

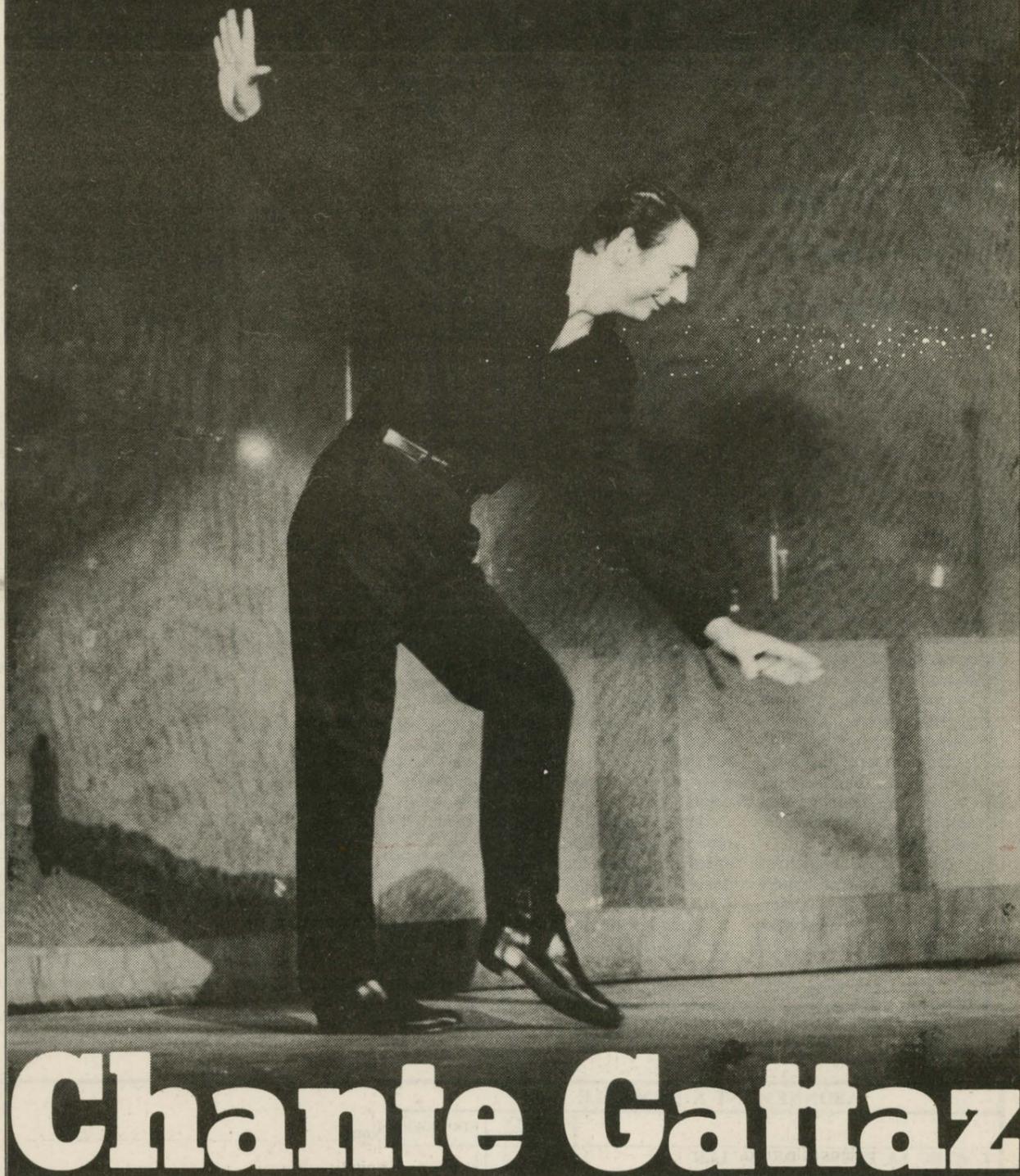
P 12

**ECOLE  
Le prétexte  
d'une offensive de la droite**

P 9

**Sur une musique  
de Pierre Mauroy et Jacques Delors**

# Montand



# Chante Gattaz

ROUTIERS

# Des barrages poujadistes

*Le blocage des routes met en relief un secteur des transports soumis aux grosses entreprises et au crédit. Ce sont aujourd'hui les chauffeurs salariés qui risquent de faire les frais des négociations.*

Que veulent les routiers ? Ce mouvement qui semble échapper aux consignes des organisations corporatives des patrons de la profession prend sa racine dans la structure même du transport routier. Les petites entreprises (un à cinq salariés) représentent 75 % du nombre des entreprises, mais seulement 22 % de l'effectif total du secteur. Le plus souvent, elles travaillent pour le

compte des grosses qui les chargent de réaliser les transports longue distance. L'absence de droit syndical dans les petites entreprises facilitant les infractions aux réglementations.

Ces petits patrons, souvent chauffeurs eux-mêmes, ont aussi à côté d'eux la concurrence de transporteurs prêts à faire du

dumping, à transporter à n'importe quel prix, dans n'importe quelles conditions, pour payer leurs camions.

Mais il serait faux de croire, comme le dit une certaine presse, que le camion serait « une grande aventure », un « mode de vie ». C'est surtout un secteur où joue sauvagement une concurrence exacerbée qui profite avant tout aux grands transporteurs, aux entreprises qui les utilisent, un secteur où les chauffeurs-salariés sont soumis à de très dures conditions de travail.

Ces conditions de travail (qui les rendent esclaves de leur boulot) expliquent au départ l'exaspération conjuguée des salariés et des patrons face au blocage des frontières par la grève des douaniers. Beaucoup de salariés de la route, au lieu d'exiger que ce soit leur entreprise qui paie les conséquences du blocage ou bien qu'elles s'arrangent avec le gouvernement, sont restés coincés dans leur exploitation qui les fait prisonniers du paternalisme des petites entreprises.

Les patrons routiers n'avaient accepté qu'à contrecœur, il y a quelques mois, la limitation à 50 heures par semaine de la durée maximum du travail et l'extension des droits syndicaux. Ils ont justement voulu les remettre en cause, dans le cours du blocage. Comme ils ont voulu remettre en cause la non-circulation le week-end, qui devrait améliorer les conditions de vie des chauffeurs.

La FNTR dirigée par Voiron (par ailleurs membre de l'UDF) et l'UNOSTRA ont

donc volontairement remis sur le tapis une série de revendications qui sont tout bonnement réactionnaires et qui s'opposent à l'intérêt même des chauffeurs. Mais le plus frappant est de voir face à ce mouvement la veulerie du gouvernement. Lui qui refuse la moindre concession aux travailleurs en grève est en train de se « dégonfler » face aux patrons-routiers, ne daignant, le 21 février, recevoir les syndicats de salariés (oui, ça existe) uniquement par un sous-fifre, quand ceux des patrons étaient reçus par Fiterman.

Mais qu'ont donc répondu Fiterman et le gouvernement ? Rien, si ce n'est d'accepter les diktats de patrons-routiers.

La vraie réponse qui pourrait être faite passerait par la mise sur pied d'un secteur national du transport routier assurant aux salariés des conditions de travail décentes. Secteur qui ne ferait plus des transporteurs des sous-traitants de grosses entreprises maîtres du circuit de distribution, des esclaves du crédit. Les vrais ennemis des petits chauffeurs routiers ne sont sûrement pas les fonctionnaires et les autres travailleurs, bien plutôt leurs propres patrons et ceux pour qui ils travaillent.

C'est pourquoi l'insolence réactionnaire des patrons de la route est encore plus insupportable. Qu'attendent les Maire, Krassucki et Bergeron pour élever la voix et dire que les travailleurs n'accepteront pas ces diktats poujadistes, qu'ils n'accepteront pas non plus le maintien de l'exploitation des salariés de la profession ?

Laurent Carasso

## Le 14 mars, tous contre le racisme

Chers camarades, Dans le cadre de sa tournée de meetings en France, Le Pen a annoncé son intention de tenir un grand meeting parisien à la Mutualité le 14 mars. Ce meeting a pour but de couronner une campagne de haine raciale entamée déjà depuis plusieurs mois.

Tous doivent être conscients des dangers que représentent aujourd'hui, en période de crise, les propos du leader du Front National. Danger d'autant plus évident lorsqu'on voit comment la droite et indirectement les médias n'hésitent pas à banaliser un courant qui développe dans notre pays des thèmes racistes et fascistes.

Nous pensons, quant à nous, qu'il est grandement temps de ne plus laisser, sans riposte, se développer une telle campagne. Déjà dans de nombreuses villes ou Le Pen est passé, c'est

l'ensemble des organisations ouvrières et démocratiques qui s'est mobilisé dans la rue, montrant par là que le Front National n'est pas un courant politique comme un autre mais représente un poison pour les libertés démocratiques.

C'est dans cet esprit qu'il nous semble indispensable de réagir ensemble le 14 mars et d'appeler tous les démocrates de la région parisienne à une grande manifestation antiraciste et antifasciste. Dans ce but nous proposons qu'une réunion unitaire soit organisée dans les plus brefs délais.

Dans l'attente d'une réponse positive, nous vous adressons, chers camarades, nos salutations fraternelles.

Pour le Bureau Politique de la LCR.

Alain Krivine.

## GRENOBLE 10.000 contre Le Pen !

Dix mille dans les rues de Grenoble, pendant deux heures et par -5° au-dessous de zéro, cela faisait dix ans qu'on n'avait pas vu ça ! C'est ce qui s'est passé jeudi 16 février, contre la venue de Le Pen qui tenait le soir même un meeting au Palais des sports.

Mais ce qui était le plus frappant, c'est la ferveur, l'enthousiasme de cette manifestation, la volonté farouche des participants de crier leur dégoût du racisme et des idées que Le Pen avait exprimés trois jours avant à la télé.

C'est dans l'unité que les organisations ouvrières avaient appelé à cette manifestation en publiant un appel commun, dès le 7 février ; depuis, nombreux étaient les militants de toutes les organisations qui la préparaient activement ; « Grâce à Le Pen, la gauche s'est réveillée », disait un militant PS.

Très nombreux étaient aussi les jeunes des lycées et des quartiers, venus à la manif, qui reprenaient le chant de la marche contre le racisme. Dans tout le cortège, les slogans antiracistes étaient repris avec énergie, derrière la banderole LCR, des centaines reprenaient avec enthousiasme nos slogans.

Après la dispersion, plusieurs centaines de jeunes se sont rendus en cortège jusqu'au lieu du meeting du Front national.

## TOULOUSE Le SNPMI frappe

Le samedi 11 février à 11 heures, 100 patrons du SNPMI ont expulsé, armés de barres de fer, les grévistes du « 31 », journal d'annonces gratuites à Toulouse. Dans le conflit du « 31 », les travailleurs se heurtent à un patronat particulièrement offensif. Il refuse l'existence du syndicat CGT, il licencie la déléguée syndicale et la candidate aux élections de délégué du personnel ; il impose des conditions de travail particulièrement rétrogrades : travail 6 jourssursept, payés pour cinq, heures supplémentaires non payées. Il refuse de réintégrer les deux délégués malgré les jugements de la cour de cassation et des prud'hommes. Il met la clé sous la porte, décide le lock-out, licencie tout le personnel et fait partie du commando qui expulse manu militari les grévistes.

Lundi 13, la grève était quasi générale dans la presse et le labeur. Pas de journaux, pas de « Dépêche du midi », les journaux nationaux imprimés en facsimilé ne paraissaient pas.

Le SNPMI est dirigé en Haute-Garonne par un nommé Garcia, PDG de la Société Industrielle française à Castanet. Il a entretenu des rapports réguliers avec l'Ordre Nouveau, puis le PFN. En septembre, quelques jours après une conférence animée par Le Pen, une centaine d'adhérents du SNPMI intervenaient déjà contre la grève du centre de tri.

« SANS BOTTES NI MEDAILLES » Un trotskyste breton dans la guerre. André Calvès.

La victoire d'Hitler en Allemagne, le Front populaire, la Révolution espagnole, les procès de Moscou, la déclaration de guerre : les souvenirs d'André Calvès s'enracinent dans cette décennie. A travers son itinéraire personnel, notre camarade Calvès révèle une page d'histoire méconnue : l'activité des trotskystes français, à Brest et à Paris, de l'occupation allemande à la « Libération ». A l'époque où il était « minuit dans le siècle », des militants ont combattu contre le fascisme sans céder à « l'union sacrée ». Ils étaient trotskystes. André Calvès était de ceux-là.

En souscription jusqu'au 31 mars 1984

45 francs au lieu de 60 francs

André CALVÈS

## Sans bottes ni médailles

Un trotskyste breton dans la guerre



Je souscris pour ..... exemplaires à 45 F :  
Frais de port ..... x 6,30 F par exemplaire :  
Total à payer :

Chèque à l'ordre de PEC.  
Je le prendrai à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis Paris 11<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> Nation).  
Je souhaite le recevoir à l'adresse ci-dessous et je règle les frais de port.

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....

Bon à renvoyer à PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil

### ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
<b>1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR</b> 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Nom -----
<b>2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE</b> 6 mois = 24 numéros	160 F		Prénom -----
<b>3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE</b> 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Adresse -----
<b>4. CAHIERS DU FEMINISME</b> 5 numéros	65 F	75 F	Formule choisie -----
<b>5. INPRECOR</b> 1 an = 25 numéros	200 F	200 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
Abonnements par avion : nous consulter			

## Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Robert March

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

A BAS LA CRISE



# Sortons de l'impasse

*Avec Montand en vedette nationale, tous les médias sont mobilisés pour faire accepter les licenciements et la politique d'austérité. Au même moment, de multiples exemples montrent que les problèmes de l'unité d'action et de la mobilisation d'ensemble deviennent le centre des discussions de très nombreux travailleurs.*

« Vive la crise ! » Au nom de ce qui est « moderne », il faudrait que nous acceptions tous de « nous entendre ». L'offensive est massive : ceux qui refusent les « restructurations » et les licenciements condamnent « notre pays », « face à la concurrence internationale ».

Cela fait un véritable concert, où chacun tient sa partition. Le gouvernement, bien sûr. Mais aussi le patronat, qui se plaint seulement de « mesures insuffisantes ». Et la droite : « Venez-en à appliquer notre politique, bande de petits ministres sans expérience. »

## Les « sacrifices »...

La gauche, expérience faite, « gère au centre ». Une telle recherche de « consensus national » comporte, pour les mois qui viennent, une lourde addition : 40 000 suppressions d'emplois chaque mois, soit près de 500 000 dans l'année 1984, dont 170 000 pour les seuls « grands dossiers ».

On voudrait nous faire croire que la « modernisation » d'aujourd'hui procurera les emplois de demain. En réalité, depuis des années, la crise a entraîné des coups très durs pour les travailleurs. Ceux du chômage. Mais aussi les atteintes au pouvoir d'achat, la remise en cause partielle de la protection sociale, la réduction des droits des chômeurs.

De plus en plus pesante s'y ajoute la remise en cause d'une multitude d'acquis, sur les conditions de travail et jusqu'aux deux jours de repos en fin de semaine. On assiste même de nouveau au développement des « statuts précaires » : dénoncés par la gauche, combattus après le 10 mai, les contrats en intérim et à durée déterminée faisaient partie de l'ardoise du plan d'austérité qui a accompagné la dévaluation de mars 1983... Un projet de loi sur le « temps choisi », prévu pour la prochaine session de l'Assemblée nationale, devrait lui donner toute sa place.

## ... ou l'unité pour l'action

« Pas tout à la fois », avaient dit en mai 1981 les directions syndicales avec le PS et le PC. Et nous en sommes aujourd'hui au constat : ni les emplois ni le pouvoir d'achat.

Nous en sommes aussi à pouvoir poser concrètement la question de l'action et de l'unité pour l'action. Il suffit, pour s'en convaincre, de feuilleter les pages qui suivent. Dans la fonction publique, après le 16 février, comme à Massey-Ferguson, dans les mines ou la sidérurgie, etc., c'est le même débat : quelles sont les voies de l'unité pour lutter contre le patronat et imposer un changement de politique au gouvernement ?

Cette question pourrait être bien simplifiée : réunissons partout des assemblées générales unitaires et discutons. Posons clairement le problème : faut-il accepter les exigences de Gattaz, laisser faire les manœuvres de la droite autour de l'école dite « libre » ou des patrons-chauffeurs routiers ; ou bien faut-il se mobiliser, faire

grève dans l'unité pour les revendications ? La réponse est évidente.

Est évidente aussi la conséquence politique, si la dynamique de l'unité parvient à s'imposer : oui, il faut refuser d'obéir aux « règles capitalistes internationales », diriger autrement le secteur nationalisé, imposer les 35 heures, augmenter les salaires, interdire les licenciements, contrôler les prix, faire la réforme de la fiscalité. Ces objectifs étaient ceux annoncés par la gauche avant le 10 mai 1981...

Lutter ne mènerait donc en rien dans « une impasse politique et économique », comme on cherche à nous le faire croire. Au contraire. Et nous saurons le rappeler, tout en faisant des propositions pratiques, au niveau de chaque lutte particulière et aussi au niveau national ; en mettant à l'ordre du jour une marche nationale pour l'emploi, contre l'austérité et les licenciements. Car, comme le montre l'expérience en cours dans de multiples régions et entreprises, les travailleurs auraient les moyens de changer le cours des choses s'ils parvenaient à imposer l'unité pour l'action.

Pierre Rème



Manifestation, le 16 février, de la fonction publique, l'un des cortèges : celui de la CGT.

## Que sont nos amis devenus ?

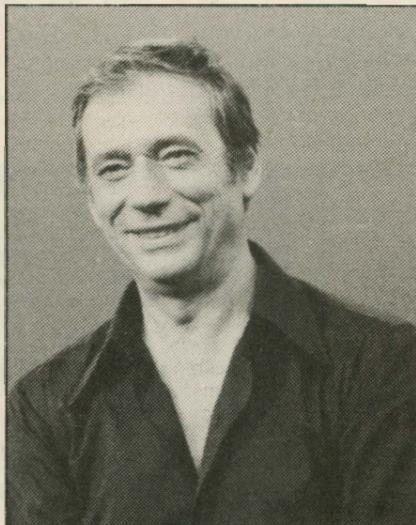
« Quand un soldat s'en va-t-en guerre il a, dans sa musette un baton de maréchal (...) Quand un soldat survient de guerre il a un petit peu de linge sale ; et puis voilà ! » Ce n'est pas cet air-là que chantait Montand le mercredi 22 sur Antenne 2.

Sur le thème « Vive la crise ! », il s'agissait tout au contraire d'un appel à la « cohésion nationale ». Un air connu, peu populaire, mais porté par un interprète en renom, une vraie locomotive mettant en scène des auteurs choisis pour que leurs idées — enfin... — puissent « crever l'écran ».

Devant la crise et sa gestion par la gauche, remachant son regret d'avoir servi les staliniens, Montand a, comme il le dit dans le *Nouvel Observateur* du 17 février, « interrogé des gens compétents comme Michel Albert ou Alain Minc ».

Le premier, ancien Commissaire au Plan de l'ex-président Giscard, le second, prophète de la « France duale ». Depuis des années, il mène campagne : « l'information de la société », la « modernisation », rendent nécessaire l'existence de « deux classes ouvrières », dont l'une au moins aura des droits très réduits pour ne pas gêner les « entrepreneurs dynamiques ».

Prophète en son genre, depuis quelques mois Montand répète : « Ma lutte contre tous les fascismes brun et rouge, oui rouge !, mobilise toute mon énergie ». Et il enchaîne, sur un texte de Michel Albert : « Le progrès économique, c'est



avant tout l'aptitude de tous les partenaires à partir du principe que c'est l'autre qui a raison ». Le brave homme ! serait-on tenté de dire si ce même « spécialiste compétent » ne proposait, « contre le chômage », « le partage du travail » et la diminution des revenus des salariés...

Que vient faire là Montand ? Serait-il prêt à casser des têtes « archaïques », têtes d'ouvriers refusant de donner raison à leurs « partenaires » patronaux ?

Au fond, sans doute Montand ne sait-il plus où il est. Perdu au milieu d'un cau-

chemar : « Des millions de gens vivent encore sous l'empire du totalitarisme, où l'on moucharde son voisin pour survivre ». « Fascisme brun, fascisme rouge »...

Mais il est perdu dans les idées toutes faites, et dérape à grande vitesse : « J'en arrive à être d'accord avec Bigeard », finit-il par dire pour souligner comment, « quand on veut défendre ce qui nous reste de démocratie, on ne tend pas l'autre joue ! ».

Faut-il rappeler à Montand, qui d'une certaine façon fut de nos amis, comment Bigeard ne « tendait pas l'autre joue » quand il défendait « notre démocratie occidentale » en Algérie ? La cause nationale contre « les bougnoules » passait avant tout...

Nous qui n'avons jamais eu le moindre sentiment de complicité à l'égard des bureaucrates des pays soi-disant « socialistes », nous pouvons poser quelques questions à Montand. Aurait-il de tels appuis, d'Edgard Faure à de Closets en passant par le *Nouvel Observateur* et *Libération* s'il cherchait à « raison garder » ? S'il préparait l'avenir, à la fois contre l'impérialisme et les bureaucrates, pour que les luttes « à l'Ouest » et dans les pays sous-développés rejoignent le combat de Solidarnosc ? La réponse, il y a peu, aurait paru évidente à Montand.

Pierre Rème

MASSEY FERGUSON-LILLE

# L'occupation



Après l'annonce publique par le gouvernement du sacrifice des Massey Ferguson, les travailleurs et leurs organisations syndicales réoccupent l'entreprise, refusent tout licenciement.

Le gouvernement a finalement cédé aux exigences de la direction Massey Ferguson. « La direction du travail s'est couchée devant les capitaux de Toronto. » En fin de semaine les lettres de licenciements sont tombées pour quelques 400 travailleurs. Les délégués, protégés par la loi verront leur cas examiné, un par un, durant leurs quatre semaines de chômage partiel « total ». La dernière entrevue avec la direction canadienne — la première fois et la seule où les syndicalistes auront vu leur patron — s'est traduite par quelques menues concessions. Les frontaliers et les 50-55 ans resteront au boulot. Mais la direction est restée intransigeante sur le fond : fermeture de l'atelier primaire et de la fonderie. Samedi 18 février quelques trois cents travailleurs licenciés ou non licenciés se retrouvaient dans l'usine pour une assemblée générale.

Auguste Parent de la CGT, Patrick Rateau de la CFDT Dominique Wally de la CGT-FO sont clairs : « Il n'est pas question de céder. » Aujourd'hui après huit mois de lutte certains additionnent déjà plus de deux cent cinquante heures de grève. Tous les intervenants seront unanimes : « On s'est battu huit mois contre les licenciements, on ne peut pas se contenter d'améliorer le volet social du plan de licenciements. » Ce serait sinon accepter la division entre tra-

vailleurs, et surtout ouvrir grand la porte à une deuxième charette : 500 autres licenciements sont d'ores et déjà prévus. Comme le dit Auguste Parent : « L'intersyndicale n'est pas là pour organiser le départ des chômeurs, elle est là pour mener la lutte. » Accepter la reconversion c'est se transformer en « mendiants ». Quel patron sur l'agglomération accepterait d'embaucher un Massey ?

Alors lundi matin à l'appel de l'intersyndicale, l'occupation est décidée. Elle s'accompagnera du blocage de l'usine. Déjà dans la journée toutes les portes de l'usine numéro deux sont bloquées par des moissonneuses batteuses, pneus dégonflés, en travers de la rue. Il faut arriver à mobiliser toute l'entreprise. « En décembre, lors de l'occupation, il nous arrivait, reconnaît Patrick Rateau, de nous retrouver à cent pendant la nuit. Maintenant que le gouvernement a publiquement accepté de sacrifier les travailleurs de Massey, il ne va pas faire de cadeaux. Et les deux mille travailleurs de la boîte ne seront pas de trop pour organiser la riposte » (à une descente de flics par exemple).

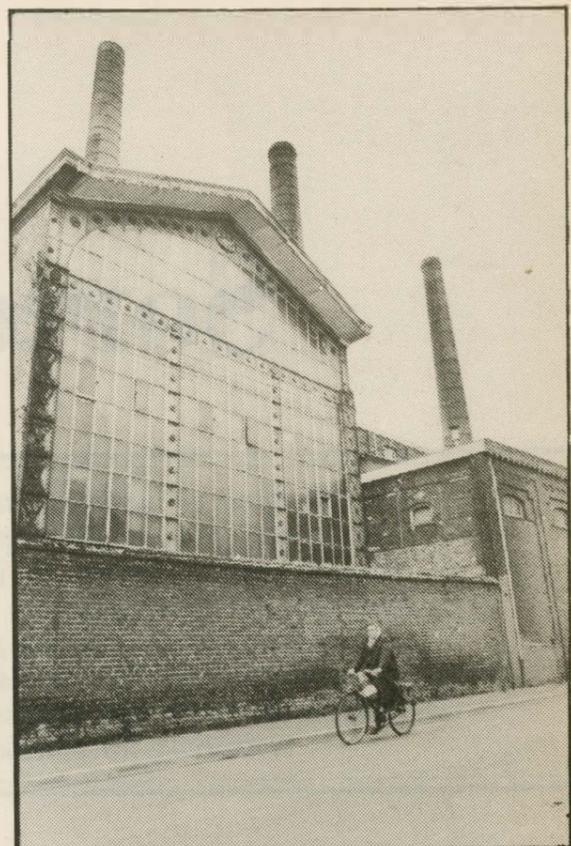
Le 10 février plus de huit cents travailleurs de plus de quarante entreprises s'étaient réunis dans l'usine, à l'appel de l'intersyndicale, soutenus par les UD-CGT et CFDT.

Une manifestation organisée le quinze, journée d'action de la fédé métaux CGT, et soutenue par l'UD-CGT et l'UL-CFDT a réuni quelques centaines de personnes. C'est nettement insuffisant. Il faut que les structures syndicales mettent tout leur poids dans la bagarre.

Que font le PCF et le PS ? Ils polémiquent dans la presse locale sur le dos des

travailleurs ; l'un renvoie à Fabius, l'autre à Ralite. A l'assemblée générale, les travailleurs ont répondu « il faut que chacun prenne ses responsabilités ». Leur place est aux côtés des travailleurs qui luttent et qui depuis des mois demandent à ceux qu'ils ont élus « pourquoi nous avez-vous trahis ? ».

Dominique Verdoux.



## SIDERURGIE

# Le ton monte

Alors que des milliers de suppressions d'emplois sont en cours de réalisation, la volonté unitaire des sidérurgistes peut imposer l'unité d'action.

Pendant que le gouvernement reçoit les organisations syndicales à Paris, alors que les plans de restructurations sont décidés et planifiés, le ton monte en Lorraine.

La CFDT-sidérurgie lorraine dénonce le « simulacre de contestation », la « parodie », qui culminera, à la mi-mars, par une décision du conseil des ministres arrêtant définitivement les plans sidérurgie du gouvernement.

Ensuite « les comités centraux d'entreprise seront consultés par politesse, pour respecter la loi. Les conseils d'administration à majorité

gouvernementale adopteront les plans », poursuit le tract qui affirme que « ce gouvernement nous prépare un avenir insupportable ».

Rappelant son refus de tout licenciement et son attachement aux trente-cinq heures dans toutes la sidérurgie et les filiales, la CFDT n'exclut pas cependant son accord sur « des formations et des mutations qui garantissent l'emploi, le salaire et les qualifications ». Elle souhaite une action « forte et unitaire », et propose une réunion unitaire, régionale, à toutes les organisations

syndicales pour la préparer.

La CGT de la SAFE (Hagondange), va plus loin encore dans la critique du gouvernement. En affirmant qu'« à force de concessions à la droite et au patronat, à force de laxisme à l'égard des banques nationalisées et des P.D.G., à force de manque de fermeté à l'adresse de la Communauté européenne, à force d'agression sur le pouvoir d'achat, à force de décroissance de l'économie, le gouvernement a nourri une logique : la logique capitaliste ! Il faut prendre le chemin inverse. »

« Les sidérurgistes n'ont pas voulu un gouvernement de gauche pour faire une politique de droite. Une nouvelle politique est possible si la volonté existe. »

Cette volonté d'unité et d'action a été entravée par les flottements dans le cadre des « Fronts communs » de Longwy, Neuves-Maison,

Thionville que la direction de la CGT a boycottés à deux reprises, alors qu'une initiative régionale sur Usinor était en chantier. Il faut espérer que l'appel du congrès de l'UL-CGT de Longwy pour « une grande manifestation unitaire pour imposer à Usinor et au gouvernement le maintien de la sidérurgie », ne restera pas à l'état de slogan.

Aujourd'hui donc, tous les ingrédients nécessaires à une réelle mobilisation régionale de la sidérurgie sont réunis. La semaine d'action sur Sacilor-Grandange, la journée d'action régionale de la CGT le 13, la marche sur la sous-préfecture à Longwy, démontrent à l'envie que la base est prête à l'unité et à l'action. Reste aux organisations syndicales régionales à jouer leur rôle : organiser l'action, unies.

Charles Suze.

## LONGWY

# « 1979-1984, même combat »

Devant le flottement, le piétinement et les dissensions au sein du Front commun syndical (F.C.S.), une centaine de sidérurgistes de Longwy se sont regroupés lundi soir sous la bannière des « travailleurs en lutte du bassin de Longwy ».

Nombre plutôt impressionnant lorsqu'on sait que cette réunion avait été convoquée de bouche à oreille. Après discussion en assemblée générale de leur premier communiqué, ils passent à l'action en gare de Longwy, couvrant le train de Paris de dizaines de « Longwy 1979, 1984, même combat ».

Dirigeants du F.C.S., militants de la CGT, de la CFDT, de FO et de la CGC, et non-

syndiqués, ils rappellent que « la mobilisation a été cassée car la marche sur Paris du 11 octobre n'a pas eu lieu », « le gouvernement cède un peu plus aux exigences patronales depuis Talbot ».

Ils opèrent à visage découvert, ce qui n'est pas le cas des « quarante sidérurgistes en colère », qui ont saccagé le local du PS la semaine dernière. Ils ne se sont pas constitués contre le F.C.S., mais pour créer un rapport de force et imposer l'unité et la mobilisation. Ils veulent aussi rétablir la démocratie ouvrière, assemblées générales, réunions de chantier, etc.), qui avait présidé à la constitution du Front commun.



MINEURS

# La grève totale



Après un grève massive, les mineurs ont repris le travail mardi, à l'exception du bassin de Carmaux. Les syndicats appellent à monter à Paris le 2 mars. De nombreux mineurs se demandent déjà : que ferons-nous le 3 ?

Débrayages massifs, de 80 à 100 %, dans les bassins miniers. La grève se renforce du lundi au mardi. Le non des mineurs aux plans de restructuration des Charbonnages de France est net. L'exception du bassin lorrain ne contredit en rien le constat. Cadres et sous-cadres n'étaient pas en grève sur consigne de la CGC. Les puits des HBL (Houillères du bassin lorrain) paraissent, à première vue, moins menacés par les fermetures de puits et les licenciements.

Carmaux, mardi 17 h 30, quinze cent mineurs sont réunis en assemblée générale après deux jours de grève massive. La décision des fédérations de suspendre le mouvement, pour préparer la marche sur Paris du 22 mars, fait râler nombre d'entre eux. « Ils n'annoncent rien de neuf, ils savaient depuis un moment que les négociations auraient lieu ce jour là. » « Ce n'est pas en reprenant le travail qu'on

sera le plus fort, ni demain, ni le 2 mars. »

La CGT propose la reconduction de l'action. « Il faut continuer la grève, explique un militant de la LCR, qui décide ? Nous ou les fédérations ? Leur rôle n'est pas de décider de la suite du mouvement, avant même que les assemblées générales de grévistes ne se soient réunies. » Après la grève unitaire, c'est la division, la CGT-FO refuse la reconduction de l'action : « Si certains veulent aller au suicide, qu'ils y aillent. » Mais l'argument fait plouf ! Les mineurs votent la poursuite de la grève à 85 %, signe évident d'une mobilisation profonde. « Ils avaient dit grève reconductible », disent de nombreux mineurs, « On est en grève à 70 % sur l'ensemble des bassins, et ils stoppent le mouvement. Il leur faut combien de grévistes, 120 % ? » La volonté de lutter ferme contre les

plans de licenciements de CDF, se double d'une méfiance à l'égard des directions syndicales.

Mercredi matin, les débrayages sont massifs à la cockerie 80 %, aux laveries 70 %, au fond 50 %. Aux ateliers, où FO est majoritaire, les grévistes, par contre, sont peu nombreux, 20 % environ. A l'assemblée générale de neuf heures, c'est le coup dur. La CGT qui vient de se réunir propose ni plus ni moins de reprendre le travail, pour continuer l'action par « des actions exemplaires ». Les coups de fils fédéraux ont sans doute été clairs et nets, s'ajoutant à l'effet des mass

médias, répétant « le travail a repris chez les mineurs », et à la division réapparue la veille. L'équipe d'après-midi risque de reprendre dans la déroute. « Ça ne va rien faciliter pour préparer la marche sur Paris », conclut un militant.

Dans les bassins du Nord, Valenciennes, Douais, Lens étaient en grève à 100 %, Cormières et Joigny à 90 %. Les piquets de grève, unitaires le plus souvent, barraient l'accès des carreaux.

Les mesures gouvernementales, et autres plans de reconversion, sont pour les mineurs une vaste fumisterie, une dérobaie.

« Depuis le temps qu'on nous parle de reconversion ! »

« C'est pas pour cela qu'on a voté. » « Les promesses, c'était le maintien de l'emploi dans les Charbonnages, à l'inverse de la politique de la droite. » « Aujourd'hui, c'est pire qu'avant, on ne sait même plus exactement contre qui on se bat. »

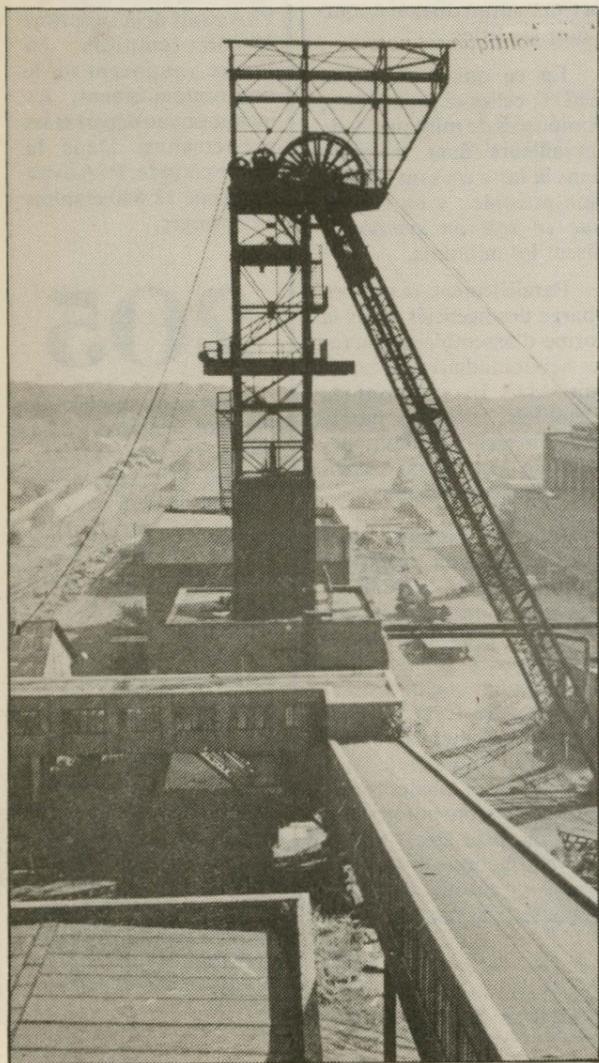
Ce mécontentement généralisé, lié à l'unité inter-syndicale la plus large expliquée, simplement, l'unanimité du mouvement. Mardi, le mouvement se renforçait encore. Les organisations syndicales appelaient en fin de journée à préparer la

montée sur Paris « des mineurs et des populations du bassin houiller ». Si tous les moyens sont pris, dans l'unité de tous, ceux du Nord feront le voyage en masse.

Après la marche des chantiers navals Nord-Méditerranée du 24 janvier, les mineurs montent à Paris. A Longwy, les sidérurgistes gardent la même idée en tête. Face à la politique gouvernementale, qui sabre l'emploi sur ordre du CNPF, venir demander des comptes aux deux, ensemble, dans la capitale, est un réflexe qui fait son chemin. Un tournant important est en train de se prendre sur le terrain de l'action, sous l'effet d'une volonté de mobilisation puissante, dans les secteurs touchés par la politique des « sureffectifs à sacrifier ».

Ce tournant va dans le bon sens. Mais il faut éviter tout dérapage. La succession des « montées à Paris », secteur par secteur, les uns après les autres, en serait un : il conduirait droit au fossé. A l'inverse, une grande manifestation commune, nationale et unitaire, où toutes les voix des travailleurs, de toutes professions, se joindraient pour dire « Zéro licenciement ! » est à l'ordre du jour. Pour prendre la bonne route, contre tout licenciement. La montée massive des mineurs à Paris, le 2 mars, indique cette voie.

Michel Morel



## Des nationalisées qui licencient

### ► CEPEM-THERMOR

La CEPEM/Thermor Sauter vient de passer de la CGE à Thomson. C'est une des conséquences de l'accord Thomson-CGE qui, selon Fabius, avait l'accord du gouvernement sous réserve du maintien de l'emploi.

C'est le contraire qui se prépare. Des directeurs temporaires ont débarqué avec un seul refrain sur les lèvres : restructurations, mutations technologiques, sureffectifs... et crainte d'un autre Talbot.

La CGT et la CFDT ont été invitées à une commission économique pour faire le bilan de l'entreprise. Pendant ce temps : dix travailleurs en longue maladie ont été licenciés ; le foyer des travailleurs immigrés est fermé pour insalubrité, on leur propose d'être relogés à 20 kilomètres de l'entreprise ; le chômage partiel s'accompa-

gne de l'augmentation des cadences.

Les patrons n'« osent » pas parler de licenciements, mais tous les travailleurs savent que le comité d'entreprise fin mars en annoncera 600 à 700.

Dans la presse locale, comme dans l'entreprise, les propositions de la LCR autour du mot d'ordre « zéro licenciements », rencontrent un large écho.

A Orléans les licenciements s'accroissent depuis le début de l'année. La CEPEM est la plus grosse entreprise de la métallurgie du département avec ses 2 300 travailleurs. Au cours d'une assemblée générale unitaire à l'appel de la CGT et de la CFDT, les travailleurs ont proposé de préparer une manifestation à la préfecture de toutes les entreprises de la ville menacées par les licenciements.

### ► RVI-LYON

La direction de RVI (Renault véhicules industriels) annonce 3 750 licenciements (1 500 FNE, 1 000 pré-retraites) dans les usines de l'agglomération lyonnaise (Vénissieux, Montplaisir, Saint-Priest et Feuillat) et de Bourg-en-Bresse.

Les additions s'accumulent dans la régie nationale. Les travailleurs de Renault-Le Mans manifestaient le 31 janvier contre les 500 licenciements qui menacent dans le secteur tracteurs ; mercredi 22 février, le comité central d'entreprise de RVI à Lyon-Part-Dieu alourdira la note avec le secteur poids-lourds ; mardi 21, la direction annonçait aux syndicats du trust — qui refusait ses propositions salariales — une prochaine réunion pour « débattre du problème des effectifs ». La menace ! Les additions fai-

tes, on approche des 10 000 licenciements envisagés sur l'ensemble des usines de la régie, chiffre jusqu'à présent dissimulé sur pression gouvernementale.

Comme ceux de Renault-Le Mans, les travailleurs de RVI Lyon et de Bourg-en-Bresse ont immédiatement réagi. Une manifestation de toutes les usines est appelée devant le siège social de RVI Lyon le mercredi 22, dans l'unité, par la CGT et la CFDT. Ces deux dernières ont édité en commun une « carte pour l'emploi ».

Les travailleurs de la régie, leurs syndicats, sont prêts à répéter à la direction du trust : « Zéro licenciement ! » Dix mille fois s'il le faut.

FONCTION PUBLIQUE

# Après la mobilisation du 16 février



CHIFFRES

17,3 %

En Belgique, le taux de chômage est de 12,5 %, soit 9,6 % chez les hommes et 17,3 % chez les femmes.

Conséquence de la politique d'austérité, une brusque aggravation des suppressions d'emplois a été constatée dans le commerce, l'alimentation et la construction.

0,8 %

En janvier, officiellement, le nombre des chômeurs a augmenté en France. La hausse, en pourcentage est de 0,8 % entre décembre 1983 et janvier 1984. Le chiffre total, fin janvier, était de 2 135 600 personnes.

Parmi elles, un fort contingent de licenciés économiques : 336 000 pour l'ensemble de l'année 1983 (soit une augmentation de 19,4 % de janvier 1983 à janvier 1984).

12 000

En moins d'un an, 12 000 personnes auront été frappées par deux dégraissages massifs dans l'ensemble du groupe PSA. 6 900 chez Peugeot-Talbot (3 765 pré-retraites chez Peugeot, 1 235 pré-retraites et 1 905 licenciements chez Talbot) et près de 5 000, dont la moitié environ de licenciements, chez Citroën. Brutalité de ces chiffres, brutalité de la méthode.

De façon plus « douce », de décembre 1978 à décembre 1983, le groupe PSA avait déjà supprimé 29 630 emplois en France : en jouant sur le non-remplacement, les incitations au départ et les pré-retraites. Dans la même période, PSA avait supprimé 32 640 emplois à l'étranger.

205

Nouveau modèle de Peugeot, « porteur d'espoirs commerciaux », comme dit la presse spécialisée, la 205 se vend bien. Sa production devrait atteindre 1 650 voitures par jour (1 050 à Mulhouse, 300 à Poissy, 300 en Espagne).

En 1983, il en a été vendu 106 000, mais, du coup, les ventes de la 104 ont chuté de 91 000 à 40 000. Derrière les discours sur les « nouveautés », une « règle » capitaliste, résumée dans *L'Usine Nouvelle* du 16 février : « Le renouvellement accéléré des gammes est aujourd'hui un impératif absolu pour ne pas perdre de parts de marché. »

P. R.

grève. Déjà au simple niveau de la composition des listes : avec les lois Auroux, il faut 50 délégués titulaires et 50 délégués suppléants pour le premier collège et 28 délégués (14 et 14) pour le deuxième collège. Cela fait beaucoup de monde. Et ce n'est sans doute pas pour rien qu'un bruit court selon lequel la CGT aurait du mal à composer ses listes...

En ce qui concerne la CFDT, celles-ci sont prêtes, composées de militants et de travailleurs dont la place dans la lutte est sans discussion possible : « on voulait que ce soit un symbole » disent les militants.

Parallèlement, la prise en charge des licenciés, sous la forme d'assemblées générales hebdomadaires, se poursuit. Mais les propositions d'emplois, promises par le gouvernement, sont toujours pratiquement au point zéro : une dizaine seulement.

Dans la pratique, alors que la direction maintient toujours que les 1 000 licenciés sont toujours « en sur-effectif », la période de préparation des élections est dominée par quelques questions : quelles forces se polariseront réellement autour de la CFDT ; quel sera le recul de la CGT ; et quelles forces se rassembleront autour de la CSL, ou, peut-être, — vu la nouvelle tactique de la direction —, autour de FO ? Réponse le 8 mars.

1. ATMF : Association des Travailleurs Marocains en France.



## TALBOT POISSY Bientôt les élections de délégués

*A Poissy, une douzaine de travailleurs immigrés, en grande majorité marocains, dissidents de la CGT, ont adhéré à FO. Les élections de délégués du 8 mars sont à l'horizon.*

Pendant le conflit, la revendication lancée par quelques « dissidents » CGT en faveur du « retour au pays » apparaissait surtout comme la manifestation d'une sorte de « désespoir ». Depuis, des contacts eurent lieu entre la CFDT et ceux qui avaient ainsi quitté la CGT. Certains d'entre eux, après avoir adhéré à la CFDT, figurent aujourd'hui sur ses listes pour les élections.

Mais une douzaine de travailleurs, dont trois ou quatre délégués prirent aussi contact avec FO. Bergeron les reçut. Dans un premier temps, le résultat n'était pas concluant : les « dissidents » voulaient, en adhérant, hériter du secrétariat de la section, en passant devant les plus vieux membres de cette organisation.

A ce moment-là, une intervention de la direction de l'usine semble avoir joué un rôle déterminant. Le directeur du personnel, Eymery, leur affirma « comprendre les problèmes des immigrés », et leur fournit « des assurances ». De son côté, la fédération Force ouvrière de la métallurgie, espérant réussir un très « gros coup », et toute aguichée à l'idée de récupérer une partie de la place faite par la direction à

la CSL, intervint. Le résultat est là : après une ultime division, certains d'entre eux refusant d'aller à FO dans de telles conditions, une douzaine d'immigrés ont pris la carte de FO. Ils devraient figurer aujourd'hui sur les listes, et jouissent déjà de larges possibilités de déplacement.

Ils tiennent, en fait, un langage bien loin de soucis syndicalistes, s'affirmant « las des luttes » et claironnant qu'ils « en ont marre de se sacrifier pour le syndicat ». Bon nombre de militants de la CFDT en concluent qu'ils ont obtenu des garanties de promotion, de primes, etc.

Leurs camarades de travail, en pratique, les ont rejetés, comme l'ATMA<sup>1</sup> les a condamnés. Ceux d'entre eux qui faisaient le plus de zèle, se sont fait rappeler à l'ordre par plusieurs OS : « c'est comme si tu étais à la CSL ». En effet, à l'inverse des flottements ressentis dans divers secteurs les quelques jours suivant la grève, les travailleurs ont assez largement repris leurs réflexes. Les discussions sont avivées par la proximité des élections.

Celles-ci seront en effet un révélateur des leçons tirées par les travailleurs après la

Visiblement, les fonctionnaires n'acceptent pas de jouer le rôle de moutons tondu par la politique d'austérité. « L'exemple » que le gouvernement voulait donner pour servir de modèle au secteur privé entraîne une mobilisation certaine.

On n'avait pas vu une aussi grosse manifestation de fonctionnaires depuis 1976-1977. Mais on n'avait jamais vu un tel déploiement policier dans une telle circonstance, du moins de mémoire de syndicaliste de la fonction publique ! CRS et gardes mobiles en tenue de combat avaient investis la place du Palais royal, siège du ministère des Finances.

Le rôle de ces « forces de l'ordre » n'était pas tant de protéger (!) Jacques Delors. Il s'agissait avant tout d'empêcher la convergence des trois manifestations. En effet, les fonctionnaires avaient été confrontés à la division lancée par FO, qui ne voulait pas de contacts avec la CGT. Cette dernière, pour sa part, avait décidé de manifester seule, mettant d'ailleurs assez peu l'accent sur la mobilisation centrale, et privilégiant plutôt la grève sur place. Quant à la CFDT, la direction de l'UFFA (1) avait tout fait pour éviter toute dynamique unitaire : ce sont les syndicats eux-mêmes qui ont dû surmonter ce refus bureaucratique relayé par la direction de l'URP (2) et imposer l'idée d'une manifestation qui convergerait à Palais-royal.

Le gouvernement « risquait » donc de voir s'assembler les 12 000 rassemblés par FO, sans appel à la grève mais avec une « montée nationale », les 15 000 du cortège CGT, dont la moitié d'employés communaux, et les 3 000 de la dynamique manifestation CFDT... Et FO « risquait » de rencontrer ses concurrents. De là à placer judicieusement des forces de police, en s'assurant que les directions nationales des confédérations ouvrières ne protesteraient pas violemment, le pas, au sommet, a dû être rapidement franchi.

### Préparer la suite

Ces appels séparés, cependant, avaient limité par avance la dynamique de la journée. Quand des appels parallèles, dans telle ou telle administration, aboutissaient à des réunions communes, intersyndicales ou assemblées générales, le discussion en venait inévitablement à savoir : « Qu'est-ce qu'on fait l'après-midi pour la manifes-

tion ? » Fallait-il répondre « chacun son cortège » ? Certains préféraient dire : « Rendez-vous directement à Palais-royal ».

Ces réflexions, en fait, ne pouvaient pas trouver leur réponse dans l'existence de manifestations convergentes : il aurait fallu une grève unitaire et un appel commun au même endroit pour une manifestation centrale. Mais il est cependant tout à fait déterminant que la division ait pu être ainsi endiguée à Paris. Et que les mêmes réactions se fassent jour ailleurs. A Lille, Lyon et Marseille, où ont eu lieu des tentatives de manifestations convergentes entre CGT et CFDT. A Dijon et Rennes, où les manifestations furent communes.

Après une telle journée, ce qui occupe déjà les fonctionnaires, au travers du bilan, c'est la préparation de la suite de l'action : personne ne peut croire que Le Pors, en reculant la réunion du 29 février, ait prévu de sortir un lapin magique de son chapeau. Comme le souligne le tract de la LCR diffusé dans la fonction publique : « Il est inacceptable de discuter des salaires dans le cadre étriqué d'une masse salariale augmentée de 5 % ». Pour les fonctionnaires, ce qui est à l'ordre du jour, c'est « l'indexation des salaires aux prix, le rattrapage intégral et immédiat des pertes subies en 1982 et 1983, ainsi que la progression des bas salaires ».

Pour de telles revendications, objectivement, CGT, CFDT, FO, FEN ne devraient trouver aucun argument justifiant la division. Mais la défense du pouvoir d'achat, en fait, passe aujourd'hui par la lutte pour imposer la mobilisation à des dirigeants syndicaux qui la refusent par de multiples ruses.

Arthur Carré

1. UFFA : Union des fédérations de fonctionnaires et assimilés de la CFDT.  
2. URP : Union régionale parisienne de la CFDT.



DE NOS CORRESPONDANTS

**SNECMA-CORBEIL**

**Des horaires spéciaux**

A la SNECMA, entreprise nationalisée depuis 1945, la CFDT, la CGC et FO ont signé dernièrement un accord de réduction d'horaire. Les travailleurs y sont de leur poche. L'heure en moins n'est compensée qu'à 70%.

Au mois de mars, la réduction d'horaire s'applique. Surprise, avec les nouveaux horaires il faudrait travailler le samedi, venir à l'usine à 4 h 30 du matin, bref, faire des journées de 10 h. C'est l'utilisation optimum des machines si chère à Mitterrand !

Ce genre d'horaire, les travailleurs de Corbeil n'en veulent pas. Le premier débrayage d'une heure est massif. Environ 2 800 travailleurs, à l'appel de la CGT, de la CFDT et de FO. La direction recule, annonce de « nouvelles » propositions.

Du coup les syndicats appellent à un autre débrayage le 7 février, toujours dans l'unité avec cette fois la CGC. 3 000 travailleurs sont présents. Ce jour-là, les propositions de la direction sont moins provocatrices. Mais ces nouveaux horaires ne conviennent toujours pas aux travailleurs. Même si on ne parle plus du samedi.

Ceux qui suivent l'horaire variable veulent sortir plus tôt, ceux qui travaillent en 2x8 ne veulent pas travailler 7 h de suite sans pause. Les équipes en 3x8 sont mécontentes de la baisse des primes. Ils perdent entre 2 500 et 3 500 F.

Après avoir empêché toute discussion en AG au cours du dernier débrayage, les syndicats négocient... Sur quelle base ? Eh bien la CGT sur celle de la CGT, la CFDT sur celle de la CFDT, etc. Alors qu'il était si simple de demander l'avis des travailleurs pendant le débrayage. Cela les dirigeants syndicaux l'ont refusé malgré la demande de plusieurs travailleurs. Mais les horaires spéciaux ne passeront pas.

**HOPITAUX DE LYON Cuisines au privé**

La direction des H.C.L. (Hôpitaux Civils de Lyon), 21 hôpitaux, plus de quinze mille travailleurs, a trouvé un bon moyen de récupérer des postes : elle passe purement et simplement au secteur privé le self et les cuisines de l'hôpital et de l'hôtel Dieu. C'est simple, c'est moins cher, et cela rapporte cinquante sept postes qu'on répartira dans les autres selfs, qu'on transformera par la suite en postes de soignants. Les organisations syndicales et les travailleurs ont tout de suite réagi à ce mauvais coup, débrayages

des selfs des H.C.L., délégations et manifestations à la direction, puis à la préfecture. Depuis trois semaines le cadre syndical CGT-CFDT-FO est maintenu. Des délégations doivent rencontrer les élus de la majorité, une manifestation unitaire est prévue devant la préfecture jeudi 23. Le préfet doit en effet rendre son verdict avant le 27. Mais au-delà de la préfecture, c'est bien évidemment le ministère qui va trancher. Il serait inadmissible que Beregovoy, austerité oblige, cautionne cette manœuvre !

**HOPITAL ROUEN**

**Ambulanciers en grève**

Les ambulanciers du C.H.U. de Rouen sont partis en grève pour des embauches et de meilleures conditions de travail. Un comité de grève a été mis sur pied, il a reçu le soutien de la CGT et de la CFDT. Cette grève survenait dans un contexte particulier sur l'hôpital, de mécontentement accentué et de début de mobilisation : rassemblement de plus de 200 travailleurs et travailleuses, sur le droit de parking dans l'hôpital, mobilisation au service radio pour la réintégration d'un agent...

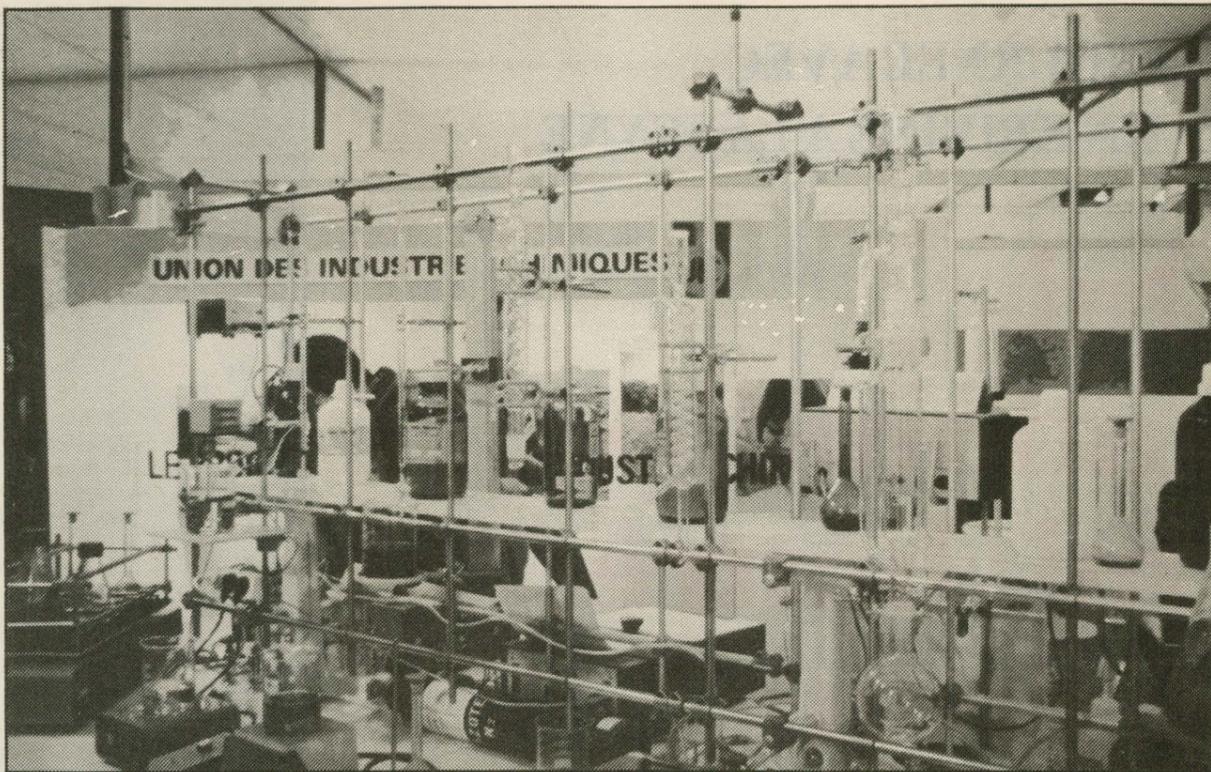
Après une semaine de grève, les ambulanciers ont obtenu des reclassements et une amélioration des conditions de travail. Mais rien sur les embauches ! Ils sont rentrés unis et la tête haute, conscients des limites du rapport de force qu'ils ont créé.

**HOPITAL NIMES**

**Deux semaines de lutte**

Réductions budgétaires draconiennes à l'hôpital de Nîmes : l'hôpital n'emploierait plus d'auxiliaires pendant l'été, les agents devaient prendre leurs congés sur six mois au lieu de quatre. Cette décision de la direction a scandalisé le personnel, déjà confronté à des conditions de travail difficiles. Tout de suite l'intersyndicale CGT-CFDT-FO a lancé l'action. Depuis deux semaines, les actions quotidiennes, chaque jour plus massives, les arrêts de travail d'une heure, se succèdent. Les syndicats ont rencontré toutes les autorités de tutelle et le maire de Nîmes, président du conseil d'administration. Mardi 21 la grève a duré quatre heures. Mercredi, les enfants devraient être dans l'hôpital ! Ils font eux aussi les frais des vacances étalées.

La feuille de la cellule santé de Nîmes de la LCR, souligne la nécessité d'insister auprès du gouvernement qui a tous les moyens de débloquer la situation, en annulant ces consignes d'austérité !



**RHONE-POULENC VITRY**

**Coup de semonce**

*Après deux semaines de grève, les travailleurs de Rhône-Poulenc n'ont pas obtenu satisfaction sur l'essentiel de leurs revendications. Mais l'unité et la force du comité de grève sont des acquis qui resteront présents dans l'usine.*

Les travailleurs de Rhône-Poulenc ont arrêté leur mouvement de grève le mercredi 22 février. La direction a jusqu'au bout refusé de prendre en compte les revendications salariales mises en avant par les ouvriers de la fabrication (organique et antibiotique) qui pendant deux semaines ont bloqué la production.

En rencontrant le lundi 20 au matin les représentants du comité de grève et des syndicats, elle n'a proposé que 1% supplémentaire pour les coefficients de 140 à 190, ce qui représente 53 francs au maximum. Elle a aussi promis à trente-neuf travailleurs postés en 3/8 et 4/8 la possibilité du départ en retraite à 55 ans.

On est loin du rattrapage des pertes de salaire de 1982 et 1983, loin des 600 francs d'augmentation pour tous. Mais sur ces points, la direction restait fixée aux consignes du patronat de la chimie et du gouvernement. Devant ce blocage, devant les difficultés à maintenir la mobilisation sur l'ensemble de l'usine (où une à quatre heures de grève étaient faites par quart), les travailleurs de la fabrication ont préféré éviter l'effilochage, et ils ont proposé, ensemble, à l'assemblée générale l'arrêt de la grève.

Mais c'est loin d'être une reprise la tête basse, même si cela fait mal au cœur. Non seulement la direction a perdu 10 000 heures de travail, mais ces deux semaines laisseront des traces que l'encadrement aura du mal à effacer. Les travailleurs se sont d'abord dotés d'un comité de grève s'appuyant surtout sur les deux principaux secteurs de

la fabrication, organique et antibio. Pour tous, à Rhône-Poulenc, c'est ce comité qui a dirigé de bout en bout le mouvement et la direction du PCF et de la CGT, par exemple, a bien été contrainte d'y participer. La force du mouvement et son organisation ont aussi amené les dirigeants syndicaux à mettre sur pied une intersyndicale.

De plus, à plusieurs reprises, les grévistes se sont donnés les moyens de leur action. En bloquant les expéditions, les camions et les wagons, ils sont même allés plus loin que dans la grève de 1968 que chacun évoquait dans l'usine. Pendant quinze jours, les ouvriers ont pu sentir leur force face aux petites manœuvres des cadres qui ne pouvaient plus imposer leurs décisions.

L'organisation démocratique du mouvement, le comité de grève, se réunissait chaque jour, les décisions toujours prises par les ouvriers eux-mêmes en AG ; cela ne remplace pas les 600 francs de plus sur la feuille de paye, mais c'est aussi une richesse. Elle permettra, quand les conditions le permettront, de reprendre la bataille après ce premier coup de semonce. Car à Vitry, comme dans l'ensemble du groupe, il faudra mettre en échec la politique salariale.

Il faut noter la collaboration fraternelle des militants de Lutte ouvrière et de la LCR au cours de ce mouvement. Tous ont eu à cœur d'aider à la conduite du mouvement dans le respect des décisions des grévistes eux-mêmes et en faisant à

chaque instant les propositions à même de garantir l'unité la plus large et la force du mouvement. Nous

reviendrons sur cette expérience riche pour nos deux organisations.

**Correspondant**

**BANQUES Les lendemains de la grève du 3**

Que va-t-il se passer dans les banques après la grève du 3 février, qui fut l'une des plus importantes depuis longtemps ?

Aucune perspective d'action n'est venue, jusqu'à maintenant, des fédérations syndicales du crédit. Et l'opposition demeure vive entre la CFDT et la CGT sur la nature des revendications à défendre ! Tout en jurant par l'unité nécessaire, chaque fédération tire argument du refus des autres pour ne rien faire... ou avancer ses propres consignes. Ainsi la CFDT qui annonce un débrayage le 29 février, à sa seule initiative.

Le patronat bancaire se montre d'autant plus intraitable que tout mouvement unitaire d'ensemble est soigneusement éludé par les directions syndicales. C'est ainsi que la direction du Crédit Lyonnais de Paris menace de sanctions le personnel de la Caisse générale (qui assure le courrier agences-centraux), en lutte sur les salaires depuis trois semaines.

Dans un tract intersyndical CGT-CFDT-FO de popularisation, ces travailleurs déclarent : « Brossollette, Deflassieux (il s'agit de l'ancien PDG giscardien et du nouveau, socialiste) blanc-bonnet et bonnet-blanc ». Ils ajoutent : « Pour notre part, nous n'avons pas changé, et ce que nous avons refusé hier, nous l'acceptons d'autant moins aujourd'hui. » Voilà

le langage que devrait tenir l'ensemble des directions syndicales, dans les banques et ailleurs.

**MAYOLANDE-SECLIN Un bon coup à la rigueur !**

Mayolande, zone industrielle de Seclin près de Lille, 230 employés, le siège du groupe est en Hollande. Alors que jusqu'à présent les augmentations de salaires étaient calculées en fonction d'un indice I.A — moyenne des indices INSEE et syndicaux —, la direction appliquant les consignes gouvernementales de rigueur a voulu prendre pour base le seul indice INSEE. Refus unanime des organisations syndicales qui organisent immédiatement la riposte, passent dans les chaînes et appellent à la grève. Malgré les manœuvres de la direction, la grève tournaute touche tous les services. Avec ce système les travailleurs perdent deux heures de salaire par jour, quand les patrons perdent seize heures de production. Le rapport de forces y est ! Après quelques ultimes contorsions entre le directeur de Seclin et la direction hollandaise, retour à l'indice I.A, paiement des heures de grève pour tous, 10,83% d'augmentation en 1983 et de bonnes bases de négociation pour 1984 ! Une première victoire contre l'austérité qui doit servir d'exemple.

UNE JOURNEE AVEC  
ALAIN KRIVINE A LA SEYNE

Oui,  
nationaliser !  
Oui, battre  
la droite !

A la porte des chantiers en lutte pour leur nationalisation au meeting à la bourse du travail, de nombreux travailleurs et habitants de La Seyne, sont venus écouter la LCR et débattre ses propositions.

Jeudi 13 heures, Alain Krivine au chantier. Devant le vieux portail de ce solide bastion ouvrier, militants de la LCR et membres du comité de soutien à la liste de Maurice Blanc diffusent leurs appels, différents mais convergents, à battre la droite dès le premier tour du 19 février.

Beaucoup de travailleurs flânent, attendent.

Devant les chantiers

A la sono Krivine prend la parole. « *Oui vous avez raison de lutter contre tout licenciement. Oui il faut nationaliser. Oui le gouvernement doit cesser de capituler. Oui il faut garder La Seyne à gauche.* » Flottements sous le soleil timide : une centaine de travailleurs s'arrête ; attentifs, dansants sur pieds, certains ne tardent pas à hocher de la tête « *il a raison, il a raison.* ». Puis chaleureusement d'autres viennent lui serrer la main. Des militants communistes : « *Tu dis tout haut ce qu'on n'ose pas écrire.* » Un ancien, le visage buriné, « *qu'est-ce qu'il leur a mis ! Moi j'ai fait 1936, tu vois il parle comme le parti parlait à cette époque.* »

La sirène des chantiers meugle, les portes se ferment, c'est terminé.

Après une interview à Radio France, et à Radio Païs, et une conférence de presse où assistait Laurent Salini, représentant l'hebdo régional du PC, vient l'heure du meeting. Il est 18 h.

L'antique bourse du travail, construite au tout début du siècle par les premières mairies ouvrières, s'emplit

peu à peu. Est-ce le froid glacial qui fait hésiter à s'asseoir nombre des deux cent cinquante participants ? Ou est-ce parce que c'est la première fois qu'ils approchent la LCR autrement que par ses tracts et affiches ? Patrick présente nos objectifs : « *Avant tout, battre la droite, barrer la route aux revanchards dès le premier tour pour conserver cet atout qu'est une mairie aux côtés des travailleurs. Ensuite par l'action, s'opposer à tout licenciement, obliger les députés PS et PCF à voter le projet de loi de nationalisation adopté par la CGT. Les députés ont le pouvoir, qu'ils l'utilisent.* »

Rires,  
applaudissements...  
La salle s'échauffe

Monsieur Huart, le président du très actif comité de soutien à Maurice Blanc, intervient ensuite pour se féliciter de notre clair appel au vote, de l'unité réalisée malgré les différences de chacun.

C'est au tour d'Alain Krivine. Il décrit le désarroi, les hésitations, l'offensive de la droite. « *Qu'est-ce qui se passe ?* » Puis, « *la lutte des chantiers est un exemple.* ». La salle s'échauffe. « *Quand Gattaz tape sur la table, Mauroy passe sous la table.* » On croule de rire, les participants l'interrompent. On applaudit.

Il met en valeur l'unité réalisée ici, contre tout licenciement, comparée à la division tragique à Talbot. « *Oui qu'attendent les députés*

pour la voter cette loi de nationalisation ? »

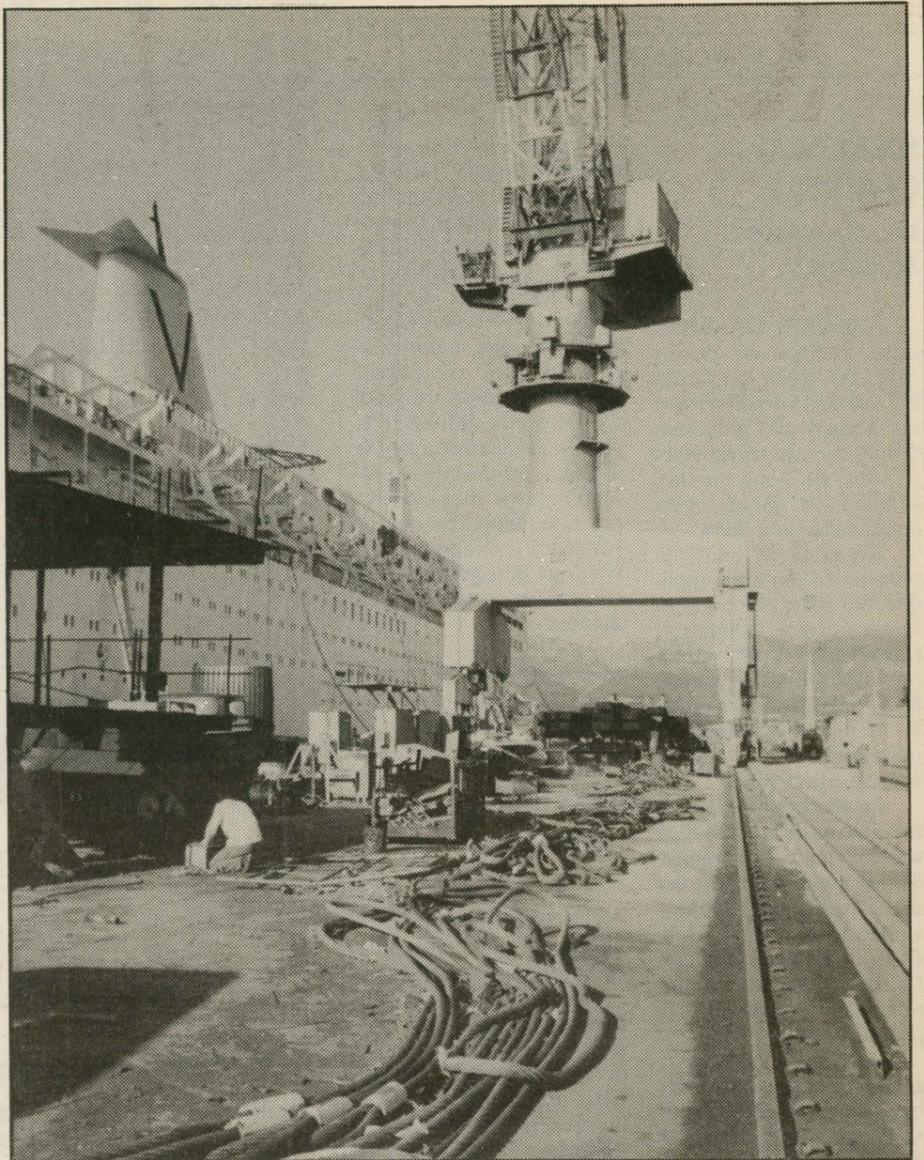
Krivine continue en critiquant vivement la politique du gouvernement qui s'installe dans la gestion d'un capitalisme en crise. Avant d'aborder les mesures anti-capitalistes que propose la Ligue il s'en prend à la politique colonialiste de la majorité. « *Avant, dans la tradition du PCF, on n'acceptait pas les interventions coloniales, comme celles menées au Tchad et au Liban. On refusait il y a quelques temps encore l'armement nucléaire.* » La salle réagit, applaudit. Sur les 250 participants, une centaine de travailleurs des chantiers, et de très nombreux militants ou sympathisants du PCF sont présents, peut-être la moitié de la salle.

Pour la grande masse des participants, des militants, la glace est rompue. Le débat démarre doucement. « *Est-ce que la lutte n'est pas plus difficile, là où l'emploi est stable ?* » « *Oui il faut battre la droite, dit un jeune, mais comment amener la gauche à faire une autre politique ?* » Un responsable de la CGT et du PCF des chantiers prend la parole : « *On ne veut pas de retour de la droite, avec elle ce serait encore pire et cela doit être clair. Mais il faut faire comprendre au gouvernement même avec quelques coups de pied au cul que c'est pas pour cela qu'on l'a mis en place.* » La salle applaudit à tout rompre.

Le débat se poursuit jusqu'à 20 h 30. Il se termine par un apéritif au siège du comité de soutien à Maurice Blanc.

Un succès retentissant

La section de la LCR du Var, n'avait jamais pu ras-



sembler autant de monde. Le succès retentissant de ce meeting dans une ville en pleine lutte pour l'emploi, témoigne de la volonté des travailleurs de débattre. Il illustre aussi le fait que quelque chose est en

train de changer, notamment dans le PCF. En tout cas, à La Seyne, le sectarisme n'est pas de mise. On sait discuter, comme on sait s'unir contre l'ennemi commun. C'est un atout important dans la

bataille des travailleurs des chantiers comme dans la bataille entre les deux tours pour empêcher la droite de s'emparer de la mairie.

Charlie Ming.

Le double enjeu

« *Garder La Seyne à gauche, empêcher tout licenciement, battre la droite et refuser la politique du gouvernement ne font qu'un pour que la victoire soit au bout du second tour.* »

En montant sur Paris le mois dernier, en retenant le « *Fairsky* », en organisant une marche départementale sur Toulon, en déposant enfin auprès de tous les groupes parlementaires, un projet de nationalisation des chantiers sans indemnités, les travailleurs de la Seyne ont montré à la fois leur puissante combativité et les leçons qu'ils tirent avec leur syndicat CGT, de l'échec des précédentes mobilisations contre les licenciements.

Refusant tout licenciement, « *stages parkings* » compris, ils mettent Marchais, Jospin et Mauroy en denture de voter leur projet

de loi, voté par une assemblée générale de 3 000 travailleurs le 7 février. Ils ont placé la barre très haut : l'issue du « *bras de fer* », comme le dit Raymond Dimo, secrétaire du syndicat CGT des chantiers, pour faire reculer le patronat et cesser les compromissions des pouvoirs publics » pour faire voter la nationalisation, est le premier enjeu. Nous sommes à leur côté pour populariser leur projet !

Le second enjeu c'est de « *garder La Seyne à gauche* ». La campagne de la droite se résume à un slogan « *la CGT et le PCF cassent les chantiers, chassons les communistes de la mairie.* ». Comme explique le syndicat CGT des chantiers dans son tract d'appel au vote du 1<sup>er</sup> tour : « *Scaglia, "le Giscard local", et ses amis sont avec le patronat contre les travailleurs. Des hommes et des femmes qui travaillent au chantier, ils ne connaissent rien. Pas un mot sur la vérité des chantiers. Rien qu'un tissu de mensonges. Comme disait leur émule Goebbels : plus le mensonge est gros et plus il a de chance d'être cru. Aussi nous ne nous trompons pas de cible. Nous sommes*

loin d'être satisfaits. Mais ce que nous reprochons au gouvernement, c'est précisément de céder trop aux pressions de la droite et du patronat. Alors ne laissons pas croître cette pression. Le vote à gauche est partie de notre combat. »

Pour la liste de gauche — à la différence des municipales-bis de Dreux ou d'Aulnay — les élections ont lieu sur fond de mobilisation ouvrière aux chantiers et sur la ville. Certes la liste Maurice Blanc s'est bien gardée de reprendre l'exigence de nationalisation. Mais elle a soutenu l'action, participé à la marche sur Paris, mis les moyens de la mairie au service de la lutte. Ceci explique cela. Il n'y a pas eu, au premier tour de dimanche dernier, une droite qui gagne des voix et des travailleurs qui s'abstiennent. Mais un gain de huit cents voix pour la liste de Blanc, sur le 1<sup>er</sup> tour de mars 1983.

La section de la LCR qui a mené une active campagne pour battre la droite, dès le premier tour, ne négligera aucun effort pour que la victoire soit au bout du second.

Charlie Ming



En raison de l'actualité, nous reportons à la semaine prochaine la parution de l'interview que nous a accordée Raymond Dimo, secrétaire du syndicat CGT des chantiers navals de La Seyne.

ECOLE PRIVEE

# Un prétexte à une offensive de la réaction

Après Bordeaux, Lyon, Rennes et Lille ce samedi, la bannière de l'école privée servira de point de ralliement à toute la droite le 4 mars à Versailles, pour une véritable manifestation nationale d'opposition.

Les mêmes qui défendent la « liberté de licenciement », la « liberté de la presse » pour l'empire Hersant, exigent la « liberté pour l'école ».

Quelle liberté ? pas celle de l'enfant à qui l'on inculque un catéchisme ; pas celle des enseignants, dont la « fonctionnarisation » suffirait, aux dires de leurs employeurs, à mettre en péril tout l'édifice ; pas celle de la collectivité publique, contrainte et forcée de financer deux réseaux d'école concurrents : l'un, ouvert sans discrimination idéologique, l'autre, protégé par une barrière religieuse, financière et sociale.

Ce que la droite et la hiérarchie catholique exigent, ce n'est pas la « liberté pour l'école », mais c'est la libre disposition des fonds publics, et l'introduction de la libre concurrence dans le service public d'éducation.

En dégradant gravement les conditions de travail dans l'Education nationale à la prochaine rentrée scolaire, en renonçant à l'engagement de l'unification laïque, le gouvernement donne des armes à ses adversaires, il les encourage à se montrer toujours plus exigeants.

Car le gouvernement a choisi : non pas la laïcisation du privé, mais la « privatisation » de l'école publique.

Des établissements autonomes, dotés de « projets » particuliers, ouverts à tous les groupes de pression, triant les élèves sur leur « profil », financés au bon vouloir des collectivités locales ou des disponibilités des familles : voilà à quoi tend le projet Savary, copie conforme de l'école privée.

**La droite occupe le créneau de l'enseignement privé pour imposer au mouvement ouvrier une défaite ayant valeur d'exemple.**

Offrir cette victoire à la droite, c'est non seulement faire régresser le droit à la formation des travailleurs, c'est aussi donner un tremplin à l'opposition pour d'autres offensives.

Les chauds partisans des tribunaux d'exception, de la loi Peyrefitte « sécurité et liberté », de l'expulsion des immigrés, de la restriction des droits syndicaux à la Thatcher, et du soutien aux dictatures militaires à l'instar de Reagan, ceux-là avancent masqués der-

rière le visage angélique de l'enfance dévorée par l'Etat...

C'est sur le terrain de la libération de l'école des tutelles confessionnelle et patronale, qu'il faut leur répondre.

**Il faut donc imposer au gouvernement le respect des engagements, pour en finir avec le dualisme scolaire subventionné par l'Etat, au moment où l'école laïque subit de plein fouet les effets de l'austérité.**

La manifestation des Versaillais le 4 mars, après les autres ne doit pas, ne peut pas rester sans riposte.

**Un million à Paris, contre la droite, pour l'école publique :** tel est le défi, que doivent relever toutes les organisations qui veulent défendre l'enseignement public.

La Ligue Communiste Révolutionnaire s'adresse à elles dans ce but. Elle se félicite

que des nombreuses instances syndicales, et que le PCF se soient déjà prononcés pour une manifestation nationale à Paris. Elle appelle tous les travailleurs, les parents, les enseignants à réagir de même. Elle se tourne vers le Comité National d'Action Laïque (CNAL) pour qu'il prenne l'initiative de la mobilisation unitaire.

Le Bureau politique de la LCR



## BORDEAUX

### 500 enseignants lancent une pétition

Une pétition, lancée par 35 enseignants (SNI, SNES) et parents (FCPE) sur Bordeaux vient d'être rendue publique. Les signataires « rejettent les orientations contenues dans le plan Savary qui (...) conduit à l'alignement de l'école publique sur l'école privée, (...) instaure de fait la participation de la hiérarchie catholique à la rénovation du système éducatif public et laïc ».

Ils concluent : « Nous sous-signés, nous adressons au gouvernement, aux élus de la majorité pour demander le retrait du plan Savary, l'abrogation des lois anti-laïques et le vote d'une loi de nationalisation des établissements privés touchant des fonds publics.

Après le succès des manifestations décentralisées, nous demandons au CNAL d'organiser une manifestation nationale soutenant ces revendications. »

Contact : B. Monteil, B.P. 3, Bordeaux-Salinières.

## LE PCF

### Pour une manifestation nationale

Réveil tardif, assurément. Le Parti communiste aura attendu la dernière ligne droite, et la mobilisation exceptionnelle de la droite, pour se résoudre à sonner le tocsin.

Auparavant, il aura largement contribué à répandre l'idée que le combat laïc appartenait à un autre âge, et que le sort de l'école privée dépendait avant tout de la rénovation du système public d'éducation. Or, l'offensive globale de la droite, dirigée autant contre l'école publique que pour l'école privée d'une part, et les menaces de privatisation du service public contenues dans le projet Savary d'autre part, amènent le PCF à réagir.

L'indécision de la FEN et du CNAL face à l'austérité dans l'Education nationale et au

« compromis historique » que le gouvernement s'apprête à passer avec l'enseignement catholique, libère un large mécontentement. Et le PCF n'entend pas en laisser le monopole de l'expression à l'extrême-gauche. Eh bien, tant mieux !

Tant mieux si le PCF, sous la pression d'une forte poussée d'en-bas, doit reprendre à son compte une proposition adaptée à la situation. Tant mieux si le courant pour une manifestation nationale s'élargit, et pénètre dans les organisations non-enseignantes. Tant mieux si l'unité est en marche pour répondre à la droite et imposer le respect des engagements par le gouvernement.

N.J.

LE 8 MARS

# Les femmes seront dans la rue



*Pour le droit à l'emploi pour toutes, pour la création d'équipements collectifs pour les droits des femmes immigrées, contre toute mesure nataliste et contre le sexisme, plusieurs organisations féministes appellent à un rassemblement le jour du 8 Mars.*

Plusieurs collectifs du Mouvement des femmes dont la Coordination des groupes femmes, le GRIEFS, et le Mouvement français pour le planning familial, Jeunes Femmes, des groupes de femmes immigrées appellent à un rassemblement à 18 h 30, place Saint-Germain-des-Près.

Le tract d'appel qui scelle l'accord entre ces collectifs et associations tire vigoureusement la sonnette d'alarme sur la situation des femmes. Avec la crise, « la solution que l'on nous propose c'est le renvoi d'une partie des femmes au foyer, pour mieux masquer le chômage ». « Pire encore est la situation des femmes im-

migrées. Privées de statut propre, elles sont tolérées en France seulement dans le cadre du regroupement familial. Elles sont menacées d'expulsion si le lien avec la famille se rompt. »

L'inquiétude et la déception sont fortes envers le gouvernement de gauche. Après les promesses et un certain nombre de réalisations, les lois sur le temps « choisi » et la famille, « la priorité au troisième enfant » ne sont-elles pas l'annonce de temps plus durs pour la lutte féministe ?

Chiffres à l'appui démontant les arguties des campagnes natalistes de gauche comme de droite, elles réaffirment que les aspirations de la majorité des femmes

n'ont pas changé depuis le 10 mai 1981. « Elles veulent avoir un emploi, à part entière, et choisir d'avoir ou non des enfants. »

Elles dénoncent le projet de loi du « temps choisi » qui, avec la généralisation du temps partiel, avec le développement des horaires à la carte, du travail en équipe et le week-end, a pour but de fournir au patronat une main-d'œuvre féminine encore plus taillable et corvéable à merci.

Elles dénoncent également la loi sur le congé parental rémunéré à partir du troisième enfant qui « aura pour conséquence d'écarter une partie des fem-

mes du marché du travail en les incitant à procréer "pour la France". »

Tirant les leçons de la manière dont a été obtenu le remboursement de l'avortement, elles indiquent le chemin pour redresser la situation. « Ce que nous avons obtenu, c'est par la lutte. En nous mobilisant ensemble, imposons nos droits ! »

Alors que la situation est difficile, alors que la droite occupe le pavé et mobilise ses troupes pour soutenir l'école privée, il est positif que les mouvements féministes, à l'occasion du 8 Mars, appellent les femmes

à se mobiliser pour leurs revendications.

Tout aussi positive est la volonté d'unité qui s'exprime à travers cette initiative. Si l'on doit regretter que certains groupes de femmes radicales soient absentes de la préparation du 8 Mars, il faut noter une présence significative de groupes de femmes immigrées, ainsi que, pour la première fois, la participation du Mouvement français pour le planning familial.

Ce 8 Mars 1984, le mouvement des femmes a tenu à ce qu'il soit placé sous le signe de la solidarité entre toutes les femmes, solidarité

internationale, mais aussi très fortement solidarité envers les femmes immigrées. C'est ainsi que sera organisé le samedi 10 mars à la Maison des femmes, cité Prost, à 15 heures, un débat, « Féminisme et racisme », avec des groupes de femmes immigrées.

Nous soutenons ces initiatives. Nous appelons à les populariser partout. Il est plus que jamais important que les femmes soient nombreuses pour ce 8 Mars 1984, dans la rue, pour affirmer leurs exigences et leur volonté de se battre !

Sonia Folloni

## Pour que résonne la voix des femmes

### Une nouvelle formule des « Cahiers »

Le prochain numéro des Cahiers du Féminisme sera disponible à partir du 27 février ! Au sommaire, plusieurs articles traiteront de la place des femmes dans le mouvement anti-guerre, de la militarisation des sociétés, du pacifisme et du féminisme. Un dossier, quoi ! le plus complet possible sur la question.

Les lecteurs et lectrices auront remarqué que le numéro précédent présentait déjà un dossier sur la situation des femmes immigrées. Eh bien, ce n'est pas un hasard. Désormais trimestrielle, la revue consacrera chaque fois une partie importante de ses pages à des dossiers centraux, liés à l'actualité ou abordant un problème particulier de l'oppression spécifique des femmes.

Le numéro suivant traitera des répercussions de la crise économique et des mutations technologiques sur la vie des femmes. D'autres dossiers sont à l'étude comme l'évolution de la famille, l'Islam et l'émancipation des femmes, l'évolution de la génétique et ses conséquences sur les femmes.

Les Cahiers du Féminisme sont une publication de la LCR. Ils ont été créés en 1977, pour être un instrument militant au service des luttes des femmes contre leur oppression, de la construction du mouvement autonome des femmes, dans une perspective socialiste. Ils sont aussi un lieu de débats et d'échange d'expériences.

La nouvelle formule, en abordant chaque fois un sujet, de manière plus complète et plus approfondie, avec des enquêtes, des reportages, des interviews, des données historiques sera utile à tous les militants et militantes, à tous ceux et celles qui luttent contre l'oppression des femmes.

Nous voulons qu'elle soit un meilleur instrument pour l'intervention, pour la diffusion des idées féministes.

Nous voulons qu'elle serve à impulser et à favoriser le débat avec l'ensemble des courants politiques intéressés à la lutte contre l'oppression des femmes.

A vous de faire votre cet objectif, en nous écrivant, en vous abonnant, en faisant connaître et en diffusant les Cahiers du féminisme autour de vous !



#### SOMMAIRE

Editorial	3
EN FRANCE SI VOUS SAVIEZ	
Le 8 mars et le Mouvement des Femmes	4
Malgré la montée du chômage les femmes veulent continuer à travailler	5
La campagne pour le 3 <sup>e</sup> enfant	6
En bref	10
DOSSIER : FEMMES, GUERRE ET REVOLUTION	
Les raisons d'une participation	13
Femmes et mouvement antiguerre en Europe	15
Guerre à la Guerre !	19
Féminisation de l'armée en débat	22
Les luttes de libérations nationales	25
Allemagne de l'Est des femmes pour la paix	28
Israël des femmes contre la guerre	30
En bref	32
L'une a aimé l'autre pas	33

#### VU ET REVUE

### La gauche en apprenti-sorcier

« Relever le déclin de la France qui s'inscrit dans le déclin de la famille... » Ce n'était pas Debré, ce n'était pas Chaunu qui exhortait ainsi les Français au seuil de l'année 1983, c'était Mitterrand présentant ses vœux à la France ! G. Dufoix lui emboîtait le pas, dans une interview au Nouvel Observateur le 14 janvier 1983. « Il faut se réveiller. Les nations fortes sont inventives, créatives. Ce sont celles qui ont le plus de cerveaux, qui allient la puissance militaire à la puissance industrielle et artistique ». Depuis la droite s'en est donné à cœur joie. Plusieurs dossiers dans Figaro Madame ciblèrent le sujet. « Dénatalité. Il faut oser le dire, l'avortement en self-service c'est la catastrophe, la libéralisation de l'avortement et son remboursement par la Sécurité sociale, c'était le premier pas vers l'abîme. » Et « si nos continuons comme ça bientôt tous les français

seront trop vieux » !

Bien entendu, la droite est plus à l'aise dans ce créneau-là que dans celui de la libération des femmes. Aussi ne manque-t-elle pas de propositions pour essayer de récupérer des voix de femmes en vue de prochaines élections. Chaunu, dans le Quotidien de Paris du 29 novembre préconise l'instauration d'un véritable salaire maternel — estimé aux alentours de 2 500 F par mois (!) — et un allongement du congé parental « dès le quatrième enfant, de telle sorte que l'on aboutisse à une véritable carrière féminine au moins sur une quinzaine d'années... ». Les assises de la démocratie chrétienne à sa tribune, prônent « une politique globale cohérente de la famille, notamment par le vote familial, donnant en principe à la mère, le vote des enfants mineurs ». Tout un programme !

S. F.



## LA REUNIFICATION DE L'ALLEMAGNE

# Un mur peut-il séparer un peuple ?

*Les vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale, l'impérialisme américain et la bureaucratie soviétique, ont déposé une bombe à retardement au cœur de l'Europe : la division de l'Allemagne. Longtemps, cette bombe a été oubliée. Récemment, on commence à en entendre de nouveau le tic-tac, fût-il encore à peine discernable.*

N'en déplaise aux fantaisistes, il n'y a qu'une seule nation allemande, même s'il existe deux Etats allemands. Jadis, l'existence d'une douzaine d'Etats n'empêcha point non plus cette nation d'exister et de prendre conscience d'elle-même. La formule « deux nations allemandes » est aussi saugrenue que la fameuse découverte par Staline de « deux marchés mondiaux ». Justement, quand plusieurs Etats déchirent une seule nation, la contradiction ainsi née est lourde d'une conflagration qui risque de se produire tôt ou tard.

La division de l'Allemagne en deux Etats gela les rapports de force existant en Europe à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et plus précisément au début de la guerre froide. Elle arrangeait tous les puissants. La bureaucratie soviétique put se couvrir d'un précieux glacis militaire et industriel en RDA. L'impérialisme put intégrer le puissant potentiel économique ouest-allemand dans son économie et ses alliances militaires internationales. Les autres impérialismes européens — avant tout l'impérialisme français — virent un adversaire traditionnel et redoutable affaibli et transformé en allié durable.

Quant à la bourgeoisie allemande, terrassée par sa défaite et tremblant de peur devant l'URSS, elle pouvait se dire qu'au moins l'essentiel était sauf, c'est-à-dire la propriété privée. Poursuivant son expansion industrielle mais cette fois par des voies essentiellement pacifiques, commerciales et financières, elle pouvait croire en outre que cette fois-ci au moins, contrairement à 1914 et 1939, elle serait dans le camp des « vainqueurs potentiels ».

Cette division de l'Allemagne se faisait fondamentalement aux dépens de la classe ouvrière allemande et du mouvement ouvrier européen. République Fédérale Allemande et République Démocratique Allemande sont pour l'immense majorité des travailleurs des repoussoirs mutuels, condamnant la classe ouvrière à s'abstenir d'initiatives politiques importantes.

### Des repoussoirs mutuels

La classe ouvrière de la RDA hait la dictature bureaucratique mais se méfie instinctivement du régime des Adenauer, des Kissinger et des Helmut Kohl, synonymes d'inégalité sociale, de risques de chômage et de cadences accélérées.

La classe ouvrière de la RFA se détourne de plus en plus de ce même régime. Mais elle n'a aucune envie de le troquer pour celui de Staline, d'Ulbricht ou de Honnecker. Dans ces conditions, les travailleurs allemands restent fondamentalement hors-jeu politique, ce qui affaiblit les chances de la révolution socialiste en Europe et de voir surgir les Etats-Unis Socialistes d'Europe, puisque le prolétariat allemand reste plus que jamais la partie principale de la classe ouvrière de ce continent.

### Les risques d'un suicide collectif

Aujourd'hui cependant, la crise capitaliste et surtout la crise des missiles semblent dégeler lentement la question nationale alle-

mande, restée endormie pendant 35 ans. Une sourde inquiétude secoue de larges masses populaires en RFA. Elles sont conscientes du fait qu'une guerre nucléaire mondiale risque de détruire leur pays — risque de les détruire — pendant les premières heures du conflit. L'instinct de conservation les pousse à remettre en question l'insertion de la RFA dans l'alliance impérialiste internationale, qu'elles avaient acceptée en grande majorité pendant longtemps. Leur répugnance à l'égard de la dictature bureaucratique en RDA n'a en rien diminué. Mais elles se posent la question de savoir si les avantages de la propriété capitaliste, eux-mêmes lentement sapés par la crise, méritent d'être « défendus » même au risque d'un suicide collectif manifeste.

Les masses laborieuses allemandes ne sont pas encore prêtes à se battre tout de suite pour une Allemagne socialiste réunifiée. Mais elles s'engagent de plus en plus dans la voie d'une Allemagne dissociée de l'alliance impérialiste, neutraliste et se désarmant unilatéralement. Comme elles sont parfaitement conscientes du contexte international dans lequel se place ce revirement d'opinion, elles sympathisent avec un mouvement de fond analogue qui se dessine parmi la jeunesse de la RDA. De là la renaissance de l'espoir d'une Allemagne réunifiée au prix de la neutralisation, projet que la bureaucratie soviétique avait d'ailleurs esquissé à plusieurs reprises depuis la mort de Staline.

### Bombes « françaises » contre bombes « européennes »

Ce début de réveil inquiète la bourgeoisie internationale, avant tout la bourgeoisie française. Non seulement l'alliance impérialiste internationale sortirait-elle très affaiblie d'un tel réalignement ; mais le spectre de la révolution socialiste et de la réunification socialiste de toute l'Europe acquerait ainsi une actualité nouvelle.

Pour répondre à ce risque, les Chirac et Cie sont prêts à jouer avec le feu. Renversant spectaculairement un des impératifs classiques du gaullisme, ils sont prêts à offrir à la bourgeoisie ouest-allemande la solution de rechange d'une armée nucléaire européenne,

ournée vers la « défense » prioritaire du « territoire allemand », c'est-à-dire de substituer une bombe « européenne » (avant tout franco-allemande) à la « bombe française ». La bourgeoisie allemande pourrait ainsi récupérer à ses profits (et au profit de ses propres préparatifs de guerre, qui seraient tout aussi redoutables que ceux de l'impérialisme US) la renaissance de la conscience nationale allemande.

Le mouvement ouvrier international se doit d'être à son tour conscient des risques historiques de cette aventure. Il a tout intérêt d'opérer exactement en sens inverse. Dès lors qu'il y a réveil (à la longue inévitable) du sentiment national allemand, il faut que par un retour à la situation d'avant 1848, ce sentiment soit favorable à la révolution, qu'il soit cette fois-ci intégré dans la lutte pour le socialisme. Cela veut dire : comprendre et expliquer que l'unification allemande ne peut se réaliser sans guerre-suicide que sur la base combinée d'une révolution socialiste victorieuse en RFA et d'une révolution politique victorieuse en RDA.

Mais cela veut dire aussi : comprendre que la renaissance de la conscience nationale auprès des masses laborieuses allemandes, de même que leur pacifisme, peuvent se transformer en un puissant moteur de mouvements anti-capitalistes et anti-bureaucratiques. La condition, c'est qu'elles n'échappent pas au cadre du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux profondément démocratiques qui sont leurs alliés, et qu'elles ne soient d'aucune manière annexées par des forces politiques bourgeoises.

C'est pourquoi l'initiative des soldats de Landau appelant au retrait immédiat et inconditionnel des troupes d'occupation d'Allemagne est hautement positive. Elle contribue à l'objectif de faire rentrer le potentiel puissant du prolétariat allemand dans le combat commun pour les Etats-Unis socialistes d'Europe. Car ce n'est qu'au sein de ces Etats-Unis socialistes d'Europe que la nation allemande pourra retrouver son unification socialiste définitive par des voies pacifiques.

Ernest Mandel

## ITALIE

## Décret scélérat et division syndicale

Jamais un gouvernement italien ne sera allé aussi loin dans la remise en cause de l'échelle mobile, la plus importante conquête sociale des années soixante-dix. Et c'est un socialiste, Bettino Craxi, qui aura apposé sa signature au bas du décret-loi qui amputera les revenus des travailleurs

Poussant jusqu'au bout sa politique déflationniste (voir Rouge du 10 février), la coalition démocrate-chrétienne-socialiste fixe à 10 % le plafond de hausse de prix programmé en 1984. En fonction de cet objectif, l'indexation ne couvrira plus que 50 % de l'augmentation des prix. Les contreparties sont dérisoires : blocage des tarifs publics et promesse de mesures favorisant la création d'emplois. Comme si ces engagements pouvaient avoir la moindre crédibilité alors que l'inflation atteignit 15 % en 1983 (en dépit des efforts des autorités pour la contenir à 13 %) et que le chômage n'a cessé de progresser.

Le socialiste Craxi achève la sale besogne de ses prédécesseurs de droite. C'est en effet sous l'égide du démocrate-chrétien Fanfani que fut signé, en janvier 1983, le premier accord gelant l'échelle mobile à 65 % de l'augmentation réelle du coût de la vie. Cette fois, l'attaque aura des prolongements considérables. Tout d'abord, en bloquant définitivement l'échelle mobile, les gouvernants vont dégrader comme jamais auparavant le niveau de vie des salariés.

Et surtout, ce dispositif anti-ouvrier se déploie sur fond de division syndicale exacerbée.

La CISL (d'obédience démocrate-chrétienne) et l'UIL (à direction socialiste), plus préoccupées de la survie du cabinet que de l'intérêt des travailleurs, ont approuvé le « décret scélérat ». La CGIL (dominée par le PCI), confrontée au fort mécontentement de la base, n'a pu en faire autant. Mais elle ne conteste que l'insuffisance des contreparties. Bruno Trentin, l'un de ses principales figures, explique ainsi : « On pourrait discuter d'une nouvelle intervention gouvernementale sur la réduction des salaires réels s'il y avait des choix significatifs de politique économique, des projets précis d'une distribution différente des dépenses publiques. Or, on ne nous propose rien de précis sinon de vagues engagements. » En dépit de cette modération, la centrale s'est scindée, la minorité socialiste dénonçant « la survie d'un syndicalisme qui se vit encore exclusivement comme simple défenseur du salaire à tout prix ».

Toute une phase s'achève donc. Dans la foulée du Mai rampant, les trois confédérations ouvrières s'étaient associées dans une « fédération unitaire » qui se manifestait au plan national comme a celui de branches industrielles. Tout en permettant aux états-majors de mieux contrôler les mobilisations sociales, ce processus constitua l'une des principales forces du mouvement ouvrier italien. Il lui permit de résister victorieusement à bien des tentatives patronales. L'éclatement actuel ne peut, à l'inverse, qu'affaiblir le monde du travail et répandre en son sein la confusion et le désarroi. Les conseils d'usine, les militants syndicaux ont parfaitement conscience de la menace, comme en témoigne dans les derniers cortèges ouvriers le nombre élevé des banderoles demandant le retour à l'unité.

Christian Picquet

## MAROC

## La répression sanglante

Moins d'un mois après les émeutes qui ont secoué le Maroc, les procès contre les milliers de personnes arrêtées lors de la répression ont commencé à s'ouvrir. Mais Hassan II n'a pas empêché les manifestations et les grèves de continuer.

Les procès des manifestants qui ont participé aux émeutes de la vie chère au Maroc, en janvier, ont commencé. On ignore le nombre exact des inculpés qui doivent être traduits devant la justice. Il est d'autant plus difficile de se faire une idée précise de la situation qu'aucune liste officielle n'a été publiée par les autorités et que les procès se déroulent dans plusieurs villes et devant plusieurs instances. Le Comité contre la répression au Maroc (14 rue de Nanteuil, 75015 Paris) avance le chiffre de 5 000 personnes.

Un témoignage, publié par le même comité rapporte qu'à Alhuceima, « Le Barrio Haddou a été libéré pendant une heure et demi. (...) Les coups de feu ont causé la mort de cinq personnes au moins, dont un enfant de 10 ans, mais n'ont pu calmer la situation, mais au contraire amplifier l'affrontement. » A Rabat, il en est de même : « A Lalla Nouza, les

CMI ont escaladé les murs et tabassé tous ceux et celles qui leur tombaient sous la main. (...) à Omar Kayan, des élèves ont été bastonnés à la sortie. »

### Le roi a donné le signal

Bien souvent, il suffit d'être jeune et d'avoir été ramassé au cours d'une manifestation pour se retrouver devant les tribunaux. C'est Hassan II, lui-même, qui a donné le signal des très nombreuses arrestations. Dans son discours, le 22 janvier, le roi avait désigné les coupables : « (...) à ces jeunes enfants qui sont manipulés. (...) L'ordre a été donné pour qu'ils soient sanctionnés au même titre que les adultes. »

Dans la nuit même de son discours, les forces de l'ordre ont débarqué dans de nombreux établissements scolarisés

pour arrêter les « meneurs de la conspiration multipartite ». « A Rabat, estime un militant révolutionnaire marocain que nous avons rencontré, plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées sur liste dans la nuit du 22 janvier. »

Visiblement la répression a essentiellement touché « les émeutiers », les lycéens des établissements qui ont fait grève. Certains sont relâchés, mais les autorités les menacent d'être tenus responsables des futures grèves. Les enseignants ont été également frappés. Le journal *El Idtihad El Ichiraki* rapporte l'arrestation de six professeurs de faculté. Les pressions se multiplient contre eux. Une circulaire ministérielle précise qu'au bout de quatre absences, les instituteurs seront radiés de la Fonction publique. Cette circulaire vise les enseignants qui, craignant la répression, se sont soustraits à la police du roi. Hassan II disait d'eux « qu'ils sont connus et que ce sont eux qui entendent déclencher la grève et manifester » ; il a été suivi à la lettre. Ils sont sans aucun doute beaucoup plus dans les geôles du pouvoir.

Belle contradiction pour l'Union socialiste des forces populaires (USFP) : alors que son principal dirigeant est ministre d'Etat sans portefeuille, que le ministre de la Coopération est lui aussi membre des sphères dirigeantes de ce parti, il est lui aussi durement touché par la répression. Dans un bilan établi par les représentants de l'USFP à Paris d'après leur quotidien *El Idtihad El Ichiraki*, 172 membres de leur parti avaient été arrêtés au 28 janvier, dont cinq responsables nationaux, douze responsables régionaux et deux élus. Depuis, la liste a dû se rallonger considérablement : la base qui a largement participé aux manifestations et surtout l'aile gauche de ce parti sont le plus durement frappées. Les militants du Parti communiste (le Parti du congrès et du socialisme), dans la même contradiction que l'USFP, n'ont pas échappé à la répression. Sont également frappés des progressistes, comme Abderrahim Jamaï, dirigeant de l'Association marocaine des droits de l'homme ; des personnes proches de la gauche révolutionnaire, dont plusieurs centaines sont déjà en prison depuis dix ans ; des intégristes musulmans.

### Les manifestations continuent

Selon le révolutionnaire marocain, déjà cité : « A Ouazzan, une manifestation massive contre la répression s'est tenue. » Le 24 janvier,

jour de la commémoration de l'interdiction de l'Union nationale des étudiants marocains (UNEM), une grève nationale a secoué l'ensemble des facultés du territoire. Toujours selon la même source, « A Casablanca, en pleine répression, une grève des travailleurs des bus, appelée en dehors des syndicats traditionnels a paralysé le réseau de la ville. » A Rabat, « les petits taxis sont en grève depuis dix jours contre la hausse du prix de l'essence. Ce milieu est traditionnellement contrôlé par le Parti de l'Istiqal, principal pilier du régime ».

Visiblement, personne n'a été dupe de la précarité de l'annulation de la hausse des prix. Hassan II avait mané dans son discours la carotte et le bâton : suppression de la hausse des prix et répression. La recette était simple, mais éphémère. Quand la dette extérieure représente 90 % des richesses produites dans le pays, lorsque les dikats du FMI ne peuvent cesser, comment s'en étonner ? Une rumeur court à Casablanca : le roi aurait pu obtenir, dans les couloirs de la conférence islamique qui se tenait au même moment, un prêt de l'Arabie Saoudite. Ce prêt permettrait au gouvernement de rallonger la vie de six mois aux caisses de compensation qui subventionnent les produits de base. Si cela est vrai, que va-t-il se passer dans six mois ?

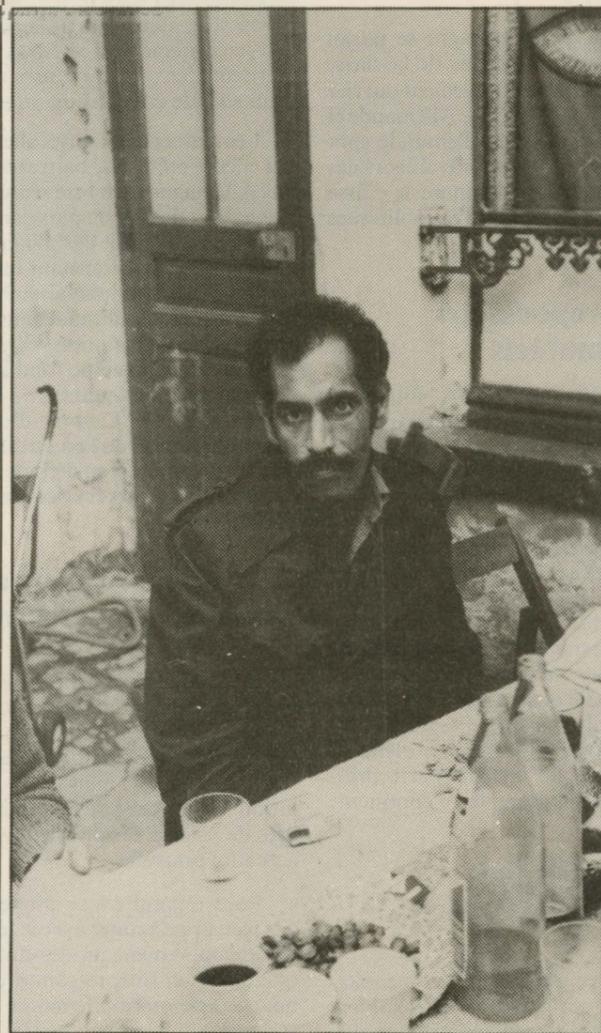
### Un état d'exception

Bien sûr, pour faire bonne mesure, quelques petits commerçants ont été arrêtés et accusés de fraude. Ces « truands désœuvrés qui vivent de la contrebande et du pillage » ont été généralement condamnés à des amendes.

Le gouvernement a perdu le peu de crédit qu'il lui restait. Tous les pouvoirs sont maintenant aux mains du roi. Les élections prévues pour février 84 sont repoussées. Plus grave, la politique suivie par les organisations du mouvement ouvrier, l'USFP et le PC essentiellement, n'arrange pas les affaires. Enlisés dans leurs participations gouvernementales, la campagne qu'ils mènent contre la répression s'arrête à la seule défense de leurs militants.

Quant au gouvernement français, largement impliqué dans l'économie du Maroc, l'attitude qu'il a eu en interdisant toute manifestation de solidarité à Paris, démontre clairement ses choix. Il a opté pour la logique du profit, celle du pillage impérialiste. Le discours du 10 mai 1981 sur les droits de l'homme, sur les nouveaux rapports internationaux est bien loin.

Alain Gwen.





## NICARAGUA

## La vie au quotidien

*Avant leur entraînement, les miliciens d'un quartier de Managua, commentent l'actualité, en particulier les élections prévues au début de 1985. Chacun est conscient de l'importance de cette échéance : c'est la première fois que des élections démocratiques auront lieu depuis la création du Nicaragua.*

Comme chaque soir à 20 heures l'entraînement de la milice commence, dans un des innombrables terrains vagues de Ciudad Jardin, un quartier oriental de Managua. Les responsables de la milice, des professionnels discutent avec les petits groupes de miliciens, les sections du quartier. Ciudad Jardin est un quartier résidentiel habité par la petite bourgeoisie. Au lendemain du triomphe c'était le centre du trafic de dollars et d'or de Managua. Aujourd'hui grâce à l'action de la police sandiniste, mais surtout des Comités de défense sandinistes (C.D.S.), les trafiquants ont quasiment disparu comme dans le reste de Managua.

## Des marchés « en durs »

Au marché oriental voisin les trafics en tous genres foisonnaient au lendemain du triomphe. Ils ont bien diminué. Certes l'objectif de la Junte de reconstruction de Managua de supprimer ce marché insalubre où pullulaient les délinquants de toutes espèces (spéculateurs, trafiquants, voleurs...) n'est pas atteint. La construction de quatre grands marchés modernes en dur et d'un marché de gros n'ont réduit le marchandage au marché oriental « que » de moitié. L'organisation de plusieurs centaines de militants des CDS du marché permet de limiter la délinquance ordinaire à un niveau bien plus bas que celui de 1979. Ils empêchent aussi certains trafics qui rendaient difficile l'approvisionnement des magasins populaires qui vendent à bas prix les produits de base subventionnés par l'Etat dans le reste de la ville et même du pays.

Parfois cependant la spéculation devient incontrôlable pendant quelques jours et une pénurie artificielle apparaît.

Ainsi une semaine avant Noël 1983 une grande foire avait été organisée à Managua. Des artisans de tout le Nicaragua vendaient

sans intermédiaires des jouets à bas prix.

Dès le premier jour des milliers de jouets ont été accaparés pour être revendus quelques heures après trois fois plus cher au marché oriental. Les spéculateurs ont été plus forts que les organisateurs. Le scandale a été dénoncé dans les journaux et à la télévision. Les responsables sandinistes même s'ils ont commencé une enquête ne pouvaient que rappeler le rôle préventif que doivent jouer les organisations de masse dans les quartiers, les usines, les marchés et à la campagne. Ils ont appelé au renforcement des 12 000 comités de défense sandinistes qui organisent déjà cinq cent mille personnes (sur trois millions d'habitants environ).

Les miliciens en formation sont en majorité des jeunes de 16 à 20 ans. La plupart milite également à la Jeunesse sandiniste 19 juillet. Ils se sont inscrits à la milice comme les autres pour participer activement à la défense du quartier en cas d'agression que ce soit par des contre-révolutionnaires ou directement des marines américains. Même si la tension est moins forte qu'au lendemain de l'intervention américaine à Grenade, les attaques aériennes et terrestres, quotidiennes, dont rendent compte les journaux rappellent à chacun que les plans d'intervention américaine sont toujours sur les tables des stratèges du Pentagone. Ils savent aussi que seul l'état de la mobilisation populaire est un des facteurs déterminant qui la retient.

## Les premières élections du pays

Les discussions entre miliciens portent sur les difficultés de la vie quotidienne ; les nouveaux services de bus qui doivent améliorer l'éternel problème du transport dans cette cité étendue ; l'absence de dentifrice dans les

magasins à cause du blocus américain sur les tubes d'emballage, etc.

L'élection d'un président, d'un vice-président et d'une assemblée, constituante pour les deux premières années, législative les quatre suivantes est prévue pour le début de l'année 1985. La campagne de presse de la bourgeoisie contre le droit de vote à 18 ans et le droit de vote des miliciens (et donc des appelés) indignes les miliciens. Ils sont révoltés à l'évocation des articles de la *La Prensa*, le quotidien de la bourgeoisie. D'ailleurs ce dernier dénonce à l'avance l'irrégularité des élections, « exige » le droit de vote et de candidature pour les dirigeants des groupes contre-révolutionnaires qui avec les armes et le conseiller de la CIA attaquent quotidiennement depuis le Honduras et le Costa Rica, les villes et les villages du Nicaragua, bombardent les centres économiques et sèment la terreur lors d'incursion de bandes de quelques centaines de mercenaires.

## Des questions en suspens

Beaucoup de questions restent encore en suspens, en particulier la forme que prendra la participation des organisations de masse dans la nouvelle organisation de l'Etat. Actuellement elles ont 11 représentants au conseil d'Etat sur 54 membres, mais cette structure est appelée à disparaître. Chacun est conscient de l'importance de l'échéance électorale : c'est la première fois que des élections démocratiques auront lieu au Nicaragua depuis la formation du pays. Faut-il rapeler l'histoire du Nicaragua ? Les années d'occupation US et des décennies de dictature des Somoza ? Là encore la propagande américaine oublie le passé : le soutien de l'armée et des services secrets nord-américains à cette famille sanguinaire. Mais chacun est convaincu également que les élections ne régleront pas tout, la victoire certaine du FSLN n'arrêtera pas l'intervention américaine et les attaques de la CIA.

C'est pourquoi quand l'entraînement commence avec un retard raisonnable pour le Nicaragua. Les miliciens, quel que soit leur âge et malgré la fatigue de la journée de travail après un bref échauffement suivent avec attention les explications sur les ordres d'assaut avant de simuler plusieurs attaques. La séance se termine. Il est 22 heures.

Bernard Inco

## Les armes de la mémoire

« Frères volcans » de Vincent Placol, aux éditions La Brèche, 55 francs

En 1848, les rues de Paris sont couvertes de barricades. Pour la deuxième fois dans son histoire la république est proclamée en France. Les retombées dans les colonies, et notamment dans celle des Antilles, sont essentielles : l'abolition de l'esclavage, les droits démocratiques...

Le récit de Vincent Placol se déroule dans ces Antilles. En 1848, lieu de peur pour les colons blancs, de joie pour les esclaves noirs (nègres est-il dit dans le livre). L'auteur aurait pu faire le choix d'une étude historique ; il opte pour un tout autre parcours. Dans son introduction, il s'en explique : « *La raison profonde qui fit que je laissai un jour au vestiaire l'uniforme étrié de la recherche universitaire et que l'essai présumé perdit ses mailles, est que je ne tardai pas à me passionner.* » La forme est un journal des événements tenu par un colon blanc.

Ce blanc prend un parti : « *Comment expliquer la terre et les hommes à des individus qui ont exclu de leur univers ces catégories simples de la nature ?* » écrit-il à propos des propriétaires terriens, esclavagistes.

Prenez le temps de lire cette chronique de l'abolition de l'esclavage, mais surtout prenez le temps de vous arrêter sur les phrases. L'auteur y médite l'histoire autant qu'il la narre. Placol s'appuie sur les idées de cette époque, celle des philosophes qui ont inspiré la Révolution française pour accomplir son devoir. Devoir qu'il qualifie de « *premier (...) des générations qui s'en vont* » pour « *préparer pour celles qui viennent les armes de la lutte contre l'oubli* ».

Alain Gwen

## Une société d'exclusion

« Les Riches et les pauvres » d'E. Mossé. Editions du Seuil. 85 francs.

Il est des idées avec lesquelles il faut en finir. C'est le cas de celle qui prétend que la pauvreté demeure actuellement l'apanage des « pays en voie de développement » tandis que dans les métropoles occidentales, les catégories les moins fortunées bénéficieraient d'une « surprotection sociale ».

A cet égard, le livre d'Eliane Mossé fait apparaître que, loin de régresser, les situations de dépendance et de précarité se multiplient avec la crise. A travers témoignages, enquêtes ou statistiques, il s'efforce de saisir la pauvreté en France mais aussi aux Etats-Unis ou en Italie. Et il répond à des questions brûlantes : Quelles sont les conditions d'un pauvre aujourd'hui, quelles catégories sont plus particulièrement touchées, quels sont les rapports entre misère et délinquance ?

La faiblesse de ce travail est incontestablement sa conclusion. Récusant l'analyse marxiste (dont elle fournit d'ailleurs un résumé caricatural), E. Mossé suggère cependant des mesures allant bien au-delà des programmes social-démocrates classiques, comme l'instauration d'un minimum social garanti pour tous.

Qui ne souscrirait à de tels axes ? Reste néanmoins qu'ils ne peuvent trouver un début d'application tant que les lois de l'accumulation capitaliste demeurent dominantes, c'est-à-dire tant qu'une petite minorité cherchera à s'enrichir toujours davantage et au moindre coût. Car telle est la racine de la paupérisation croissante de secteurs entiers de la population. Ce mécanisme d'exclusion sociale, Eliane Mossé n'en fournit aucune analyse rigoureuse.

Christian Picquet

UNESCO

# Le chantage financier de Reagan

*Le retrait des Etats-Unis de l'UNESCO est significatif de la politique suivie par ce pays dans les instances internationales. En utilisant l'arme financière, Reagan dévoile son visage le plus cynique.*

L'annonce, le 29 décembre dernier, par les USA de leur retrait de l'UNESCO est passée quasiment inaperçue entre les deux réveillons. La mesure doit prendre effet au 31 décembre 1984, à l'issue de l'exercice 1983-1984.

Les griefs américains vis-à-vis de l'UNESCO tournent autour de trois questions. La « politisation croissante » de cet organisme, son projet de « Nouvel Ordre mondial de l'information et de la communication » (NOMIC) et enfin sa gestion. Le *New York Times* donnait le ton : « L'UNESCO a été détournée par un collectif tiers-mondiste et communiste qui semble plus disposé à se lancer dans des querelles idéologiques, tout en menant la bonne vie, que de mettre en œuvre de bons programmes d'aide. »

Les USA s'accommodent mal de ce qu'à l'UNESCO, les grandes puissances ne bénéficient pas d'un droit de veto comme c'est le cas à l'ONU. Les pays du tiers monde sont majoritaires lors des votes comme cela a été le cas lors du débat sur la communication. Dans ce domaine, le flux des informations est très nettement dirigé des pays développés vers les pays les moins avancés. La revendication

d'un rééquilibrage n'est pas du goût des pays développés et au premier chef des USA, dominants dans ce secteur. Quant aux reproches sur la gestion, s'il est certain que les organisations internationales sont friandes de conférences et autres réunions onéreuses, à qui en incombe la responsabilité sinon à ceux qui ont instauré ces pratiques et offert ce modèle ?

## Une offensive financière

Le retrait de l'UNESCO reflète l'attitude de Reagan envers l'ensemble des organismes internationaux. Le président américain a décidé de limiter à 750 millions de dollars la participation annuelle de son pays à l'Aide internationale de développement (AID) pour la période 1984-1987. Le Département d'Etat proposait pourtant la somme de 950 millions de dollars, qui restait inférieure aux souhaits des responsables de l'AID. Cette filiale de la Banque mondiale a pour rôle de consentir des prêts aux pays du tiers monde à des taux préférentiels. Dans le même esprit, alors que les USA ont accepté une participation de 180 millions de dollars au Fonds international de développement agri-

cole (FIDA) pour la période 1981-1983, 140 millions restaient toujours à verser au début de cette année.

Le chantage financier vise également l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la menace de retrait pèse sur la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement. La VI<sup>e</sup> CNUCED, réunie à Belgrade en juillet 1983, a vu le refus des pays industrialisés d'atténuer les conséquences de la crise internationale sur les économies des pays dominés.

## Les élections américaines en toile de fond

L'objectif reste pour les pays impérialistes leur sortie de la récession présentée comme seule capable d'entraîner une relance de l'économie mondiale.

Le fond de l'affaire est bien politique. A moins d'un an des élections présidentielles, Ronald Reagan n'a pas l'assurance de se présenter à un second mandat avec des succès en politique étrangère, au Liban comme en Amérique centrale. Il voit donc là une occasion de marquer des points à peu de frais. Ce faisant, en utilisant l'arme du chantage financier — la part américaine représente un quart du budget — le gouvernement américain dévoile son visage le plus cynique. Plus que tous les projets d'aide au développement ou à l'éducation, ce qui lui importe c'est sa position sur la scène internationale. Jeane Kirkpatrick, ambassadeur US à l'ONU le confesse publiquement : « Les pays qui ont les voix ne payent pas la note et ceux qui payent la note n'ont pas les voix. »

Jean-Jacques Laredo

## Quelques repères

L'Unesco regroupe 161 pays membres et des observateurs des mouvements de libération comme l'OLP. Son acte de naissance a été signé le 16 novembre 1945.

Son budget 1984-1985 s'élève à 374,4 millions de dollars et se répartit ainsi : 69 % pour les pays occidentaux, 18 % pour les pays de l'Est et 13 % pour les pays en voie de développement. La part est fonction du PNB, du volume du commerce extérieur et de la population.

40 % des postes sont tenus par le groupe euro-américain contre 8 % aux pays de l'Est.

Plusieurs dates marquent son histoire : 1954, où le maccarthisme toucha les fonctionnaires de l'UNESCO, année qui vit par la suite l'adhésion de l'URSS. La Chine adhère en 1971. L'OLP est admise en octobre 1974 dans le même temps où Israël est exclu de fait. C'est le chantage financier américain qui fera réintégrer ce pays.

## AFRIQUE DU SUD

### Une brochure sur les syndicats indépendants

Si les luttes de la jeunesse se sont faites connaître depuis le soulèvement de Soweto en 1976, le combat de la classe ouvrière noire et de ses organisations doit être largement popularisé. Le Mouvement anti-apartheid (46, rue de Vaugirard 75006 Paris) vient de publier une épaisse brochure qui lui est consacrée. Brosant le panorama le plus complet à ce jour du mouvement syndical de ce pays, elle présente de plus le pays et tire un bilan de la politique du gouvernement français à son égard. Il faut faire connaître ce document, bourré d'informations, pour informer sur la réalité d'un mouvement syndical particulièrement combatif et remplir les tâches de solidarité avec sa lutte. Soutenir ces syndicats, dont plusieurs dépassent les 100 000 adhérents, est plus urgent encore du fait de la collaboration persistante entre la France et l'Afrique du sud.

J.-J. L.

◆ *L'Explosion syndicale*, numéro spécial d'*Apartheid, non*. En vente à la librairie la Brèche.

## POLOGNE

### Hausse des prix et grèves

Début février, les prix des principaux produits alimentaires ont été augmentés en Pologne. Ces hausses, plus faibles que prévu, interviennent avec un mois de retard. Elles ont été précédées et accompagnées par de nombreuses grèves, dont voici quelques exemples :

● Fin octobre, une grève spontanée se déclenche dans la fabrique de téléviseurs Polkolor de Piaseczno, près de Varsovie, lorsque les travailleurs apprennent que la prime (48 % du salaire de base) est réduite de moitié. Les travailleurs ont refusé toute discussion avec la direction. En décembre, la prime a été payée en totalité, augmentée de 1 000 zlotys.

● Pour protester contre l'annonce des augmentations des prix, les 13 et 16 décembre, dans deux entreprises de Wrocław, ZNTK et IASE, les travailleurs ont arrêté les machines durant quelques minutes.

● Le 9 janvier, les travailleurs de la fonderie RZO de Radom ont obtenu la promesse d'une prime exceptionnelle de 4 500/5 000 zlotys après un jour de grève.

● La valse des étiquettes dans les magasins à l'intérieur des entreprises a provoqué plusieurs mouvements de grève fin janvier-début février à Wrocław. La presse officielle annonce que dans l'entreprise IASE, « il n'a pas été possible d'établir le contact avec les travailleurs » ; les grévistes tournaient le dos en silence dès qu'un membre de la direction leur adressait la parole. Aux ateliers de réparations fluviales de Wrocław, la grève avec occupation a duré toute la journée malgré la présence massive des flics qui encerclaient l'entreprise avec des blindés ; les revendications des grévistes — annulation de la hausse des prix, augmentation des salaires, garantie qu'aucun gréviste ne sera réprimé — ont été présentées par l'intermédiaire du conseil ouvrier officiel.

C. S.

## NOUVELLE-CALÉDONIE

### Les indépendantistes durcissent le ton

La situation tendue qui prévaut en Nouvelle-Calédonie n'est pas près de se calmer. Les revendications de terres par la population canaque se font de plus en plus nombreuses. La radicalisation des deux camps ne laisse pas de doute sur les explosions à venir.

La question des terres prend une place centrale dans cette colonie française. Le gouvernement Mauroy a prétendu y répondre par la création d'un office foncier chargé de racheter des terres aux colons blancs. Cette réponse s'inscrit dans la solution néo-coloniale que représente le projet d'autonomie interne dont le Parlement débattera au printemps. Des élections auront lieu en juillet pour le renouvellement de l'Assemblée territoriale où le Front indépendantiste (FI) partage la majorité avec une formation plus modérée. Le référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie n'est prévu que pour 1989.

C'est dans ce contexte, et face à une droite coloniale dans la tradition de l'OAS, que le FI durcit le ton et continue à réclamer l'indépendance. L'Union calédonienne (UC), l'une de ses principales composantes, a avancé deux conditions pour une participation du FI à des élections : l'avancement de la date du référendum et la modification du mode de scrutin afin que seuls les mélanésiens et les européens natifs puissent y participer. Par la voix d'Elio Machoro, son secrétaire général, l'UC a réclamé de François Mitterrand « le rattachement des ressortissants français opposés à l'indépendance canaque et socialiste ».

J.-J. L.



## JULIO CORTAZAR ET BLAISE CENDRARS

## La part du rêve

*Julio Cortazar est mort à Paris le 12 février dernier, et la première biographie complète de Blaise Cendrars vient de paraître. Ils ne se sont vraisemblablement pas connus. Il est pourtant tentant d'imaginer, dans le Paris des années cinquante, la rencontre de ces deux grands poètes et voyageurs, l'un réfugié argentin, l'autre Suisse de naissance mais cosmopolite de fait.*

Les romans de Julio Cortazar et de Blaise Cendrars apportent à la littérature cette part de rêve — qui n'a rien à voir avec ces « romans » dits d'évasion parce qu'ils tentent d'échapper à la vie réelle — qui nous fait de plus en plus défaut aujourd'hui. Cette part de rêve, d'imaginaire, de fantastique qui est tout simplement la vie elle-même.

Car après tout, en relisant *Bourlinguer* ou *Moravagine* on se fiche comme de l'an quarante de savoir si Blaise Cendrars a réellement pris le transsibérien ou assisté au dimanche rouge de 1905 à Saint-Petersbourg. Le train est parti : « Des gares défilent. Des lunes passent. Des plaines et des forêts tourbillonnent follement... »

Julio Cortazar possédait, lui aussi, ce génie du « réel merveilleux », de faire apparaître, au cœur de la vie sociale la plus banale, l'étrange étrangeté du monde comme dans son dernier livre, *Les Autonautes de la Cosmoroute* <sup>1</sup> où il raconte un voyage d'un mois sur l'autoroute A7, sans jamais quitter les aires de repos ou les stations services...

### Agir en révolutionnaire et créer en artiste

Né en Argentine en 1914, Julio Cortazar était un écrivain profondément engagé. Très

tôt il prend parti pour la révolution cubaine, le Nicaragua sandiniste — *Barricada* lui a même dédié un numéro spécial. Quand il obtient le prix Médicis étranger en 1974 pour *Le Livre de Manuel*, il en verse le montant à la Résistance chilienne. Il ne faudrait pourtant pas croire que les romans de Julio Cortazar ressemblent, même de loin, à une littérature « idéologique » ou au réalisme socialiste... Au contraire, les romans et les récits de nouvelles (*les Armes secrètes*, *le Tour du jour en 80 mondes*, etc.) de Julio Cortazar, tout en étant liés à la réalité latino-américaine comme les œuvres de Gabriel Garcia Marquez ou Carlos Fuentes, s'en échappent grâce à leur dimension fantastique, un peu à la manière de Borgès l'Argentin ou de Dino Buzzati l'Italien.

Julio Cortazar n'avait jamais confondu son engagement politique avec la création littéraire. Mais il était conscient de son rôle et il écrivait récemment : « *L'urgence de l'heure impose à l'intellectuel (en Amérique latine) un triple militantisme : participation dans les organisations politiques progressistes, inclusion du compromis dans son œuvre et le troisième militantisme est de se battre pour l'insertion de son œuvre dans le domaine réel des moyens massifs de communication, antici-*

*pant ainsi la révolution politique qui finira par les mettre intégralement au service du peuple. »*

### « Je défendrai toujours la vie... »

De son vrai nom Frédéric Louis Sausser, Blaise Cendrars naît dans le Jura suisse en 1887. Son enfance se passe en pérégrinations incessantes à travers l'Europe entière. Dès 1904, il part pour la Russie « où les premiers craquements de la Révolution se faisaient entendre ». Le premier mérite de la biographie de Miriam Cendrars <sup>2</sup> — sa fille — est d'éclairer, sans pour autant enlever le mystère et les parts d'ombre, la vie extraordinaire de Blaise Cendrars. Déjà anarchiste mais individualiste forcené, il se joint aux cercles clandestins des révolutionnaires russes, tombe amoureux d'une jeune militante qui sera pendue au cours de la répression qui s'en suit...

Retour en Suisse. Puis à Paris où il connaît Victor Serge, le kibaltchich de la bande à Bonnot qui traduira en russe son premier roman, *l'Or* en 1925. Nouveau départ pour la Russie. Le transsibérien, la Sibérie, Vladivostock. « *Je tourne dans les méridiens comme un écureuil en cage* », dira-t-il plus tard.

Outre son génie de transmuier n'importe quelle aventure en voyage extraordinaire, Blaise Cendrars a celui des rencontres. Il fréquente les cubistes, Picasso, Chagall, Stravinsky, Apollinaire. Il est partout tout en faisant trente-six métiers. Ce fut même lui qui introduisit le football en Russie avant la guerre !

Pendant la guerre de 14, il s'engage dans la Légion étrangère, perd un bras. Ensuite il

fait du cinéma avec Abel Gance, et voyage en Amérique latine. Son premier roman, *l'Or* paraît en feuilleton dans *l'Humanité* en 1925.

*Moravagine*, qui reste son livre le plus fort, sort en 1926. Cendrars fait du journalisme, de la publicité qu'il proclame « l'Art » du XX<sup>e</sup> siècle. Son anarchisme — il écrit « *j'ai des idées drôles sur la politique qui me soutiennent comme une rage au cœur* » — l'éloigne de son engagement initial. Il ne soutient pas le Front populaire, accepte de se rendre sur le front de la guerre d'Espagne pour le compte de *Gringoire*, un journal d'extrême-droite de l'époque... Blaise Cendrars n'écrira plus, ou presque, jusqu'en 1945 où paraît *Bourlinguer*, *Emmène-moi au bout du monde*, etc.

Lire Cendrars c'est plonger dans le foisonnement de la vie, en « gros plan » disait-il, comme si Jules Vernes avait lu Céline ou Henry Miller. Henry Miller justement, que Blaise Cendrars a bien connu et dont il contribua à faire connaître l'œuvre en France. Cendrars meurt en 1961. Sur sa tombe, on trouve encore l'épithète suivant : « *Là-bas gît Blaise Cendrars par latitude zéro, deux ou trois dixièmes sud, un, deux ou trois douzaines de degrés longitude ouest, dans le ventre d'un cachalot dans un grand coureau d'indigo.* »

Julio Cortazar aurait pu dire, comme Blaise Cendrars : « *La vie ? C'est à mourir de rire. Il faut l'inventer.* »

Jean-Michel Masson

1. Editions Gallimard 1983. Tous les livres de Julio Cortazar sont sortis chez Gallimard. En poche, *les Armes secrètes* (Folio), 18 F.

2. Miriam Cendrars, *Cendrars Blaise* chez Baland, 1984. Tous les romans de Cendrars sont parus en poche (Folio) : *Bourlinguer*, *l'Or*, *Emmène-moi au bout du monde*, *Moravagine*, *l'Homme foudroyé*, *Lotissement du ciel*, etc. Entre 18 et 30 F.



dimanche 20 h 35 (TF1) : *La Grande Evasion* de J. Sturges, avec Steve Mac Queen et Charles Bronson.

21 h 40 (A2) : Vietnam 6<sup>e</sup> et dernier épisode *Adieu Saïgon* (1970-1975)

22 h 30 (FR3) : *Acte de violence* de F. Zinnemann avec Van Heflin, Robert

Ryan et Janet Leigh. Bon polar, cuvée « 48 ».

lundi 20 h 35 (TF1) : *Holocauste 2000* d'A. de Martino avec K. Douglas. Bon scénario fantastique au service d'un film réactionnaire parce que d'un anti-scientifisme bovin.

20 h 35 (FR3) : *L'Histoire d'Adèle H.* de F. Truffaut avec Isabelle Adjani. Un sujet fantastique sur un Amour fou qui est folie ou qui y mène, complètement raté par Truffaut. Hérisant sans cesse entre le romantisme et la passion débridée (et le jeu d'Adjani se ressent de cette hésitation...) Truffaut n'était pas l'homme de ce film. On rêve à Claude Miller ou au Karel Reisz de *La Maîtresse du Lieutenant français*.

mardi 20 h 35 (FR3) : *Maman a cent ans* de Carlos Saura avec G. Chaplin. Caustique et profondément irrévéren-

cieux, Saura porte sur la société espagnole actuelle un regard ironique qui en affine l'acuité ; là encore, l'évocation de la « sacro-sainte famille », renvoie à l'institution politique franquiste ou post-franquiste.

vendredi 23 h 05 (A2) : *Pitié pour le Prof* de Silvio Narizzano avec Bud Cort et Samantha Eggar. Application réussie de la bonne vieille recette anglo-saxonne : un bon scénario + d'excellents acteurs + un réalisateur habile = un film de qualité !

Michel LASZLO

## MAXIME LISBONNE

### Le d'Artagnan de la Commune

Une enquête de vingt-sept minutes sur un membre presque inconnu de la Commune. Et pas n'importe lequel, mais sans doute l'un des plus remarquables, puisque cet auteur dramatique et comédien devenu colonel du peuple insurgé vit — comme Engels — qu'il fallait mener l'offensive sur Versailles, ce qui aurait sans doute changé la face des choses. Il défendit Issy et les quartiers du Panthéon et de Vavin, sauva sa tête de peu, écrivit ses

« Mémoires » au bain (ohé ! les éditeurs, ils sont inéduits), en revint, ouvrit des cabarets vengeurs, écrivit encore des pièces de théâtre et des affiches flamboyantes, inventa le striptease...

Un héros généreux, pitoyable, humain doublé d'un homme d'esprit, joyeux luron et romantique. Un sacré bonhomme.

M. Lequenne

• Sur FR3, samedi 25 février à 14 h 30.

## HISTOIRE DE LA GUERRE SCOLAIRE

Par Vassili

Résumé. De Gaulle prend le pouvoir en 1958. La loi Debré est votée. Elle prévoit : la prise en charge par l'Etat des salaires des enseignants des écoles privées ; un forfait d'externat versé par les communes ; la liberté de création de classe. En 1964, la CFDT est créée par la tendance pour la laïcisation de la CFTC qui a obtenu 70 % des voix



Les contrats sont reconduits en 1971 par POMPIDOU tandis que la loi ROYER autorise les jeunes à quitter l'école à 14 ans



De son côté, la loi HABY permet au privé de délivrer le BEPC et en 1977 GUERMEUR élargit le financement et l'autonomie des établissements.



Dans le même temps, les Centres de Formation des Apprentis se développent.



1981: le 15 Mars, le candidat MITTERRAND à Evry...



Et le 10 MAI...



## LE NATIONALISME CORSE

# Le mûrissement des tensions

*A son arrivée au gouvernement, la gauche pensait régler rapidement la question corse. Trois ans après, son refus de répondre aux aspirations du peuple corse la font retomber dans la politique de l'état d'exception.*

En 1981 Mitterrand disposait d'atout apparemment solides. Il bénéficiait du soutien du MRG, la plus puissante force de la « gauche gouvernementale »... en Corse, qui assoit son influence sur les « capi » Giacobbi et Alfonsi, deux chefs de clans importants. Il comptait aussi sur la sympathie qu'exprimait à son égard l'UPC d'Edmond Siméoni, mouvement autonomiste qui à la fin des années 70 avait été le vecteur des revendications du peuple corse.

Le FLNC (Front de libération du peuple corse) lui-même et la CCN (Consulte des comités nationalistes), mouvements qui avaient été à la pointe du combat nationaliste à la fin du règne de Giscard manifestaient une neutralité porteuse d'espoir au vu des engagements de la gauche. Le FLNC avait même déclaré une trêve à la veille de la campagne présidentielle.

### Des soutiens qui s'opposent

Pour Gaston Defferre et Bastien Leccia son homme de confiance pour le traitement du dossier, un problème demeure : le soutien du MRG et la neutralité du mouvement nationaliste exprimaient deux forces contradictoires.

Depuis la fin des années 60, un mouvement populaire s'était développé. Son objectif était la remise en cause du sous-développement de l'île, de sa mise en tutelle économique et politique.

Si pour beaucoup de Français la Corse est avant tout une île de villégiature et de folklore, pour les Corses le rattachement à la France n'a jamais assuré un véritable développement de l'île. Laisse à l'abandon jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, elle n'a connu l'intérêt du capitalisme français qu'au début des années 60. Sous le gaullisme, un effort important de travaux publics et d'aménagement s'est fait essentiellement sur deux axes, le tourisme et l'installation des pieds-noirs qui chassés d'Afrique du Nord furent installés massivement dans l'île, essentiellement dans la plaine orientale. Mais pour les Corses, eux-mêmes, les seuls « avantages » de l'appartenance à l'Etat français était la nécessité de s'expatrier pour trouver du travail ou de maintenir avec mille difficultés l'exploitation de la terre, malgré l'ignorance totale de l'agriculture traditionnelle par l'Etat français.

Le phénomène des « clans », structure archaïque conserve un poids réel dans l'île. Mais il ne doit pas sa survivance à un quelconque « atavisme » corse. L'Etat français a fait depuis deux siècles des chefs de clans son intermédiaire dans l'île.

L'assistanat permanent, le système des « pensions », véritable moyen de subsistance dans l'île, traduit aussi l'absence de développement maintenu par la France dans l'île.

### Le décalage avec la France

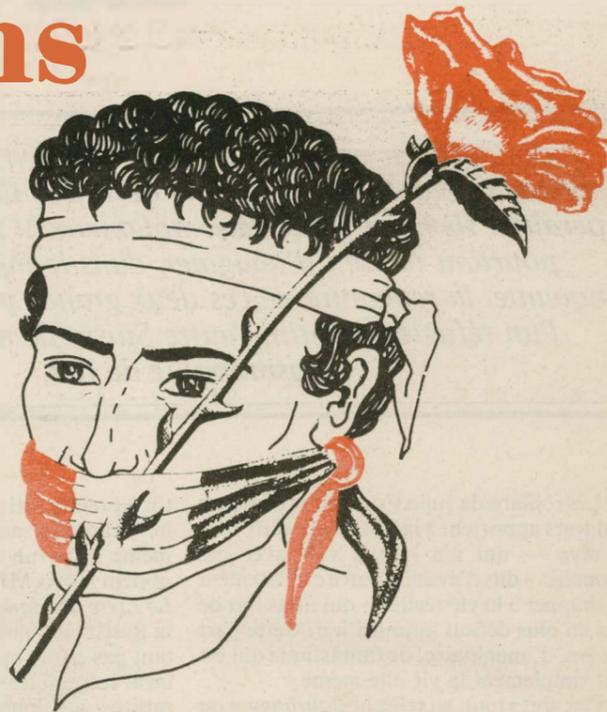
Contre tout cela s'est développé le nationalisme en Corse. Et le gouvernement français s'est bien gardé de remettre en cause depuis 1981 ces fondements.

La Corse a toujours une structure démographique, économique, sociale et politique

en décalage avec la France. Ainsi 7,2% des emplois de la population active de l'île sont industriels, alors que la moyenne nationale est de 27,1%. De même les salaires sont inférieurs de près de 25% à la moyenne nationale.

La gauche a cru pouvoir régler la question corse sans rien changer de ces structures, sans rien changer de la mainmise des clans,

Dessin tiré de U Ribombu, journal du MCA



Cérémonie à la mémoire de Guy Orsoni, à Véro, en août 1983. Le reportage de Corsica Sera (FR3-Corse) avait été saisi.

sans rien changer des rapports d'exploitation que subit l'île.

L'assemblée régionale mise sur pied durant l'été 1982 en est le symbole. Son élection ne fut précédée d'aucun nettoyage réel des listes électorales. La fraude en Corse est en France un sujet de plaisanterie. Dans l'île les paquets de voix entre les mains des clans sont partie intégrante du système politique.

Néanmoins, cette assemblée représentait un réel espoir pour les travailleurs corses. Mais ses limites et le rôle croupion que comptait lui donner l'Etat français ont largement été mis en relief depuis deux ans.

Une nouvelle organisation vient de se créer en Corse, composée de travailleurs qui luttent pour une île libérée du pouvoir capitaliste français et du système des clans.

A Fiumara se reconnaît dans le combat menée en France et à l'échelle internationale par la Ligue communiste révolutionnaire.

A Fiumara réclame le droit à l'autodétermination du peuple corse pour qu'il soit enfin maître de son destin.

\* BP. 758. 20167 Mezzavia.

Les occupations de terres de pieds-noirs non cultivées qui ont eu lieu ces derniers mois ont mis en relief le total désintérêt du gouvernement pour les agriculteurs corses : alors que les fonds alloués pour les pieds-noirs sont 8 fois supérieurs à ceux auxquels ont accès les Corses.

Le comportement du gouvernement vis-à-vis des moyens d'information est aussi un exemple. Quelle autre « région » de France connaît ainsi une telle tutelle où les reportages sont régulièrement saisis par la police, et où même celui relatant l'enterrement du militant nationaliste Etienne Cardi a été interdit d'antenne.

### Gauche-droite ? Ou pour ou contre les clans ?

Le délit d'opinion existe quotidiennement. Preuve en est plusieurs inculpations pour « propagation de fausses nouvelles », dont fut victime entre autre la directrice du journal du MCA U Ribombu.

Beaucoup de gens se sont émus de la campagne contre les enseignants menée par les nationalistes. Pour notre part nous récusons les méthodes employées aujourd'hui par le FLNC sur cette question. Mais Mauroy affiche un mépris sans borne lorsqu'il ordonne à l'Assemblée régionale de voter contre l'en-

seignement de la langue corse à l'école comme il l'a fait en octobre 1983 ! Quel mépris aussi lorsque l'Education nationale refuse les mutations pour la France alors que de nombreux Corses enseignant en France demandent eux aussi leur mutation.

L'affrontement qui se dessine aujourd'hui dans l'île n'est donc pas un affrontement droite-gauche, mais bien un affrontement entre ceux qui se battent pour le maintien des clans et ceux qui défendent les aspirations du peuple corse.

Aussi rien d'étonnant si aujourd'hui les chefs de clans de gauche et de droite se retrouvent dans l'A.C.F.R. (Association pour une Corse française et républicaine) qui regroupe à la fois les bonapartistes, le RPR et le MRG.

Preuve de cette polarisation, l'UPC d'Edmond Siméoni, présente jusqu'alors dans l'Assemblée régionale vient d'y suspendre sa participation en dénonçant son caractère croupion.

Au milieu, la CGT, la FEN et le PC tout en soutenant la stratégie de Broussard, super-préfet, essaye de ne pas se faire totalement aspirer par l'ACFR.

De l'autre côté, le mouvement nationaliste dont la seule expression actuelle est le FLNC qui s'isole aujourd'hui par une stratégie terroriste contre les Français, toutes classes confondues. Ils sont pourtant aujourd'hui les seuls à s'opposer radicalement au système d'exploitation coloniale que connaît l'île, à la corruption de masse.

— Laurent Carasso